

# PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro } FRANCE : 3 fr.  
                  } ÉTRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.  
ÉTRANGER .... 50 francs.



Organe de  
défense nationale  
des Peuples

du

**CAUCASE**

Géorgie  
Azerbaïdjan  
Caucase du Nord

*de l'UKRAINE et du TURKESTAN*

Directeur : Georges GVAZAWA

## SOMMAIRE

---

L'Europe et la Turquie .....	Mir
Menace de guerre .....	***
Une glorieuse victime.....	S. SCHAMYL
La confédération des Etats du Caucase.....	M. KARTWELI
La fête nationale Ukrainienne à Paris.....	M. C.
Au front de la lutte nationale.....	M. Tch.
En Azerbaïdjan.....	A. KAPLAN
L'art bolchevique et ses agents.....	OBSERVATEUR

## CHRONIQUE

Lettre de Bakou — Azerbaïdjan — Caucase du Nord — Ukraine.

Bibliographie : L. COQUET — Les Héritiers de la toison d'or.

---

RÉDACTION & ADMINISTRATION :  
LIBRAIRIE ORIENTALE & AMÉRICAINE, 3, Rue du Sabot, PARIS (6<sup>e</sup>)

---

# PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale  
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine  
et du Turkestan

## L'EUROPE ET LA TURQUIE

L'un des derniers événements politiques d'importance est sans contredit l'accord naval franco-italien. Cet acte d'une portée politique considérable marque une nouvelle étape dans les rapports entre pays d'Europe; il peut faire sentir ses effets sur la marche des futures relations internationales. La presse européenne et américaine a souligné cet événement et en a commenté sa signification.

Etant l'un des actes les plus importants, sinon le plus important dans la voie de la consolidation de la paix en Europe et du désarmement, cet accord crée en même temps l'une des bases les plus solides pour la réalisation de l'idée des Etats-Unis d'Europe, idée mise en avant par M. Briand qui la défend avec une opiniâtreté sans égale.

Il est certain que l'existence d'un état de tension entre la France et l'Italie, principalement sur la question des armements navals, compromettrait fortement le succès d'une Fédération européenne et ce fait n'était pas sans faire sentir ses effets au cours des conférences qui ont eu lieu à ce sujet. De nos jours, alors que l'un des obstacles parmi les plus importants a été éliminé, que l'accord franco-italien est signé, les perspectives de création de futurs Etats-Unis d'Europe apparaissent plus réelles. Les symptômes que certains pessimistes croyaient devoir signaler en ce qui concerne la venue d'une nouvelle guerre n'ont plus de poids aujourd'hui et les chances d'une consolidation de la paix, de la tranquillité en Europe augmentent d'un jour à l'autre.

L'accord franco-italien est un terrible coup pour les bolcheviks dont toute la politique consiste à aggraver les rapports qui existent entre pays d'Europe dans l'espoir d'allumer un incendie européen dont ils retireraient tous les profits.

L'Italie est une puissance dont l'importance est particulièrement grande dans la Méditerranée, importance qui tend de plus en plus à se développer. L'orientation de la politique italienne dans un sens ou dans l'autre ne peut ne pas se refléter sur la situation des autres Etats riverains de la Méditerranée; c'est pourquoi la nouvelle orientation italienne est un gage de tranquillité et de paix dans le bassin méditerranéen et dans les Etats qui l'entourent.

Mais il est un autre facteur, important lui aussi, à l'Est de l'Europe et dans le Proche Orient : c'est la Turquie. Il est hors de doute que seule l'adhésion de la Turquie et son entrée dans le concert des peuples appelés

à constituer ladite Fédération européenne ne garantisse la paix et la tranquillité dans les Balkans et dans le Proche Orient. Cette situation est si claire, que n'étaient les traités d'amitié conclus ces dernières années avec l'Italie et la Grèce, la paix et la tranquillité dans le bassin méditerranéen ne sauraient être considérées comme assurées. A cela il convient d'ajouter que dans un avenir prochain une conférence des Etats balkaniques ayant pour but de garantir la paix dans les Balkans doit se réunir à Istamboul. La situation géographique de la Turquie, dont une partie de son territoire se trouve en Europe, possédant à la fois Istamboul et les Détroits avec le Bosphore et les Dardanelles est, avec sa partie asiatique en bordure de la Méditerranée, étroitement liée avec le Continent européen. Telle quelle, la Turquie est un pont jeté entre l'Europe et l'Asie et cette situation renforce davantage son importance politique dans le monde. L'on peut même dire, sans crainte d'être démenti, que c'est précisément cette situation exceptionnelle qui, dans le passé, a été cause de presque tous les grands conflits dont l'Europe fut le théâtre. Aussi voyons-nous ici encore que la moindre oscillation politique dans un sens ou dans l'autre fait sentir ses effets sur les relations entre pays d'Europe et sur la politique mondiale dans son ensemble. La situation actuelle de la Turquie continue à jouer ce même rôle. L'on ne saurait, d'autre part, oublier que la Turquie est l'unique force culturelle organisée dans ces régions, que son influence s'étend sur tout le Proche Orient et que de ce fait elle se présente comme un avant-poste de la civilisation européenne dans cette partie du monde.

C'est pourquoi nous estimons, que chaque pas fait dans le sens d'un rapprochement, dans le sens d'une adhésion de la Turquie à la politique européenne, de son entrée dans le concert des peuples appelés à faire partie de la Fédération des Etats-Unis d'Europe, est un gage certain de paix et de tranquillité en Europe orientale.

Pour nous, Caucasiens, cette question est d'importance. Aussi nous ne pouvons que saluer les nouveaux facteurs politiques qui mènent vers l'établissement d'une paix véritablement nuiverselle.

MIR.

---

## MENACE DE GUERRE

---

La lutte qui se développe contre l'Europe arrive-t-elle à un tournant décisif ? Serions-nous un de ces jours placés devant le fait accompli d'une agression de l'Union Soviétique contre l'un de ses voisins, agression qui déchaînerait sans aucun doute une nouvelle conflagration mondiale et à laquelle personne ne saurait demeurer indifférent ?

Les symptômes sont inquiétants. Le 5 février dernier, dans toute l'Union soviétique a eu lieu une fête organisée en l'honneur de Vorochilov, commissaire du peuple à la Guerre, à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa naissance : fête véritablement grandiose. Toutes les institutions soviétiques et toutes les organisations du parti communiste y ont pris part. Meetings, réunions, discours, musique, bruyants hourras, rien n'y a manqué. Les journaux étaient pleins d'articles, de souvenirs, de poésies dithirambiques en l'honneur du « grand disciple de Lénine et fidèle compagnon d'armes de Staline ». M. Gorki, le célèbre écrivain russe, a cru de son

devoir lui aussi d'adresser d'Italie où il se trouve au chef de l'armée rouge, « ses félicitations chaleureuses ». Le journal *Rote-Fane* télégraphiait de Berlin : « Lorsque toi, camarade Vorochilov, tu donneras l'ordre à l'armée rouge de se mettre en marche, tu nous trouveras aussi prêts à l'exécuter. A ton appel nous répondrons « présents », par dessus les frontières et les fils de fer barbelés. » Une vague d'enthousiasme a ainsi déferlé sur toute la Russie soviétique, vague dont on ne saurait dire si elle était feinte ou sincère, mais ce dont on ne saurait douter, c'est qu'elle ait été organisée et déchaînée par le gouvernement lui-même.

Cette grandiose manifestation, en raison des circonstances, acquiert une importance toute particulière. Il n'est un secret pour personne que la Russie soviétique se débat dans des difficultés politiques et économiques sans précédent. A l'intérieur du pays réduit en esclavage, le sol tremble sous les pieds des usurpateurs moscovites et le grondement du mouvement des peuples non-russes asservis à leur domination menace de briser tout dans un excès de colère et de haine. Un cri de détresse arrive des îles Solovki et autres régions glacées où sont relégués des centaines de milliers de prisonniers politiques, et les malédictions d'une population plongée dans une misère noire rend l'air irrespirable. A l'extérieur, la situation paraît non moins angoissante. La Turquie, bien qu'« amie et alliée » de la Russie soviétique, se préserve de son mieux du venin de la doctrine moscovite; la Roumanie ferme la porte à l'importation des produits soviétiques; les Etats-Unis d'Amérique restent immuables dans leur noble résolution de n'avoir aucune relation officielle avec les assassins de la liberté des peuples; le Canada élève le mur de ses douanes pour mettre en échec les assauts réitérés de l'économie soviétique basée sur le travail forcé; la France prend les mesures qui lui paraissent indispensables pour la sécurité de sa santé nationale et de sa salubrité sociale; en Angleterre l'opinion publique condamne toute défaillance politique à l'égard des Soviets... M. Molotov a beau exalter dans son rapport le succès de la politique des Soviets dans le monde, c'est justement le contraire qui est vrai. Partout, dans toutes les conférences internationales, les délégués de Moscou sont accueillis avec un dégoût à peine dissimulé et on ne cherche que de subtiles formules pour les mettre à la porte... avec courtoisie.

Dans ces conditions, la fête organisée en l'honneur de Vorochilov révèle le fond de la pensée et du sentiment des dirigeants de Moscou, choses qu'ils n'ont jamais voulu dissimuler du reste. Les yeux se tournent maintenant vers l'armée rouge, dernier espoir du régime... et de la révolution mondiale. Si, comme on le répète à Moscou, la Russie est encerclée par les puissances capitalistes et s'il est vrai que ce cercle se resserre davantage, le moment n'est-il pas venu de le briser par la force? Voilà la question qui se pose devant les dirigeants de Moscou : jouer la dernière carte ou, comme disait Trotski, « faire claquer la porte avec une telle force que le monde entier en soit ébranlé; faire rouler une terrible avalanche sur l'Europe, et puis... vaincre ou mourir sur le champ de bataille! »

Nous ne croyons pas à cette dernière supposition. La période héroïque du bolchevisme est passée. Les survivants, à quelques exceptions près, ne sont pas de nature à éblouir le monde par leur héroïsme. Mais le temps n'a pas été perdu et la préparation à la guerre — thèse fondamentale de leur doctrine — a toujours été poursuivie avec méthode et ténacité, de sorte qu'à l'heure actuelle la Russie soviétique dispose d'une force armée la plus formidable qui soit dans le monde.



Selon le calcul du colonel A. Grosset, la Russie soviétique entretient en temps de paix une armée active de conscription, forte de 562.000 hommes, et une milice militarisée, astreinte à cinq années de service, et comptant 1.250.000 hommes. Au point de vue des effectifs organisés et armés, d'après le même auteur, les grandes puissances se classent comme suit :

	Armée	Milice	Total	
Russie Soviétique.....	562.000	1.250.000	1.812.000	hommes
Grande-Bretagne .....	503.000	277.000	780.000	—
Italie .....	420.000	353.000	777.000	—
France .....	583.000	—	583.000	—
Allemagne .....	285.000	—	285.000	—

De plus, il faut faire entrer en ligne de compte l'armée de réserve soviétique dont le nombre atteint 18.000.000 d'hommes. Indépendamment de ces forces la Russie dispose encore de forces irrégulières soigneusement groupées, instruites et entraînées par le soin du parti communiste (comsoltzi, etc.), forces qui fourniraient, à un moment de crise, les éléments nécessaires à la mobilisation d'une grande armée. Il est certain également que l'armement soviétique est très supérieur à ce qu'on en pense ordinairement et qu'on travaille inlassablement à le perfectionner et à le compléter. Moscou possède une industrie puissante et parfaitement outillée capable en cas de besoin de fournir des armes, des munitions et des gaz en quantité prodigieuse.

Telle est la situation. Les Soviets sont acculés au pied du mur. Ils n'ont d'autre issue que de tenter la chance. De là, la nécessité de redresser le moral de l'armée, d'aviver son enthousiasme et de faire miroiter devant les yeux d'une masse inculte la possibilité de la conquête du monde. C'est ce qu'on a tenté de faire pendant les fêtes en l'honneur de Vorochilov.

Nous nous abstenons de toute conclusion. Les chiffres sont d'ailleurs éloquentes et suffisamment concluants pour mettre en garde tout esprit soucieux de la paix et des intérêts supérieurs de l'humanité.

\*  
\*\*

---

## Une glorieuse victime

---

*Saïd Schamyl, le descendant direct du Grand Schamyl, le héros légendaire du Caucase, nous adresse la lettre que nous reproduisons ici à la mémoire de Ramichvili, récemment assassiné à Paris. Nous sommes heureux d'offrir à nos lecteurs ces lignes émouvantes.*

Le court télégramme suivant, lancé par des agences, faisait récemment savoir au monde la fin tragique du grand patriote géorgien :

« L'ancien ministre de l'Intérieur de Géorgie, Noé Ramichvili, vient d'être assassiné dans l'avenue des Gobelins à Paris. L'assassin est un Géorgien... »

L'assassin est un Géorgien !... Comprend-il toute l'horreur qu'inspire son forfait, le traître qui a exécuté le plan mûrement préparé du Guépéou ?

Pour les bourreaux du Kremlin, accoutumés à ces actes terroristes sur une vaste échelle, mettre fin aux pulsations d'un cœur si ardent est chose, pour ainsi dire, fort ordinaire. Ces gens, nous le savons, ne se sont point gênés pour étouffer la liberté de la Géorgie dont les meilleurs de ses fils ont été noyés dans des flots de sang !

Mais, ce qui est le plus abominable, c'est que, pour endormir l'opinion publique, ils ont poussé au crime un misérable rénégat dont ils ont profité de la simplicité. Et qui ne nous dit encore que demain l'assassin ne prenne au tribunal toute la responsabilité du crime et, qu'en couvrant ainsi les véritables inspireurs du crime, il ne commette encore une nouvelle infamie ?...

L'histoire de la Géorgie n'est qu'une suite de tragédies... Au cours des siècles, les mères géorgiennes ont montré leur formidable énergie en apportant sur l'autel de la liberté les plus chères victimes — leurs propres fils... Et jusqu'à ce que la Géorgie ne renaisse la liste des victimes s'allongera encore et nombreux encore seront les continuateurs de Ramichvili qui seront pleurés par les mères géorgiennes.

Notre histoire, l'histoire du Caucase abonde en drames de ce genre et ces drames sont pour nous la récompense suprême sur la voie qui conduit à la libération de la Patrie. Pour Ramichvili, la mort n'a pas été une surprise : il s'y préparait et, tout comme les héros dans l'antiquité, il était prêt à donner sa vie pour le triomphe de l'idéal qu'il professait.

Encore sur les bancs de l'école, à l'âge de 18 ans, il sentait cette plaie dont souffrait son pays natal et nous le voyons déjà prendre une part active à la vie politique. Mais, pour sa grande âme, les limites de sa Patrie lui paraissaient trop étroites; il souffrait pour toute l'humanité. Sous l'influence du socialisme romantique il aspirait à une activité plus large; il cherchait une source plus en rapport avec son tempérament fébrile afin de désaltérer sa soif délirante.

La Russie — pays d'absolutisme, de routine bureaucratique, d'anarchie — le paralysait. Pour se libérer de cette influence pernicieuse et pour devenir réellement un politicien actif, il fallait avoir une énergie de fer. Doctrine et romantisme, idées abstraites sur les exigences effectives de la réalité prévalaient à l'époque dans la vie politique et sur l'opinion publique sur tout le territoire russe, depuis la Baltique jusqu'au Kamtchatka. Il fallait avoir une individualité, semblable à celle de Ramichvili, pour ne pas se laisser influencer par ce courant dissolvant et pour rester jusqu'au bout réaliste.

La vie privée de Ramichvili fut, à proprement parler, celle d'un ascète; il se tint toujours à l'écart de toute tentation, de tous les plaisirs de ce monde. Si nous défalquons les sept heures nécessaires à son sommeil, l'on peut être assuré que les autres dix-sept heures étaient employées par Ramichvili à un travail assidu. Il était parmi les mencheviks géorgiens l'âme de toute organisation. Il fit connaître ses talents de grand révolutionnaire en 1905, et en 1917 il prit non seulement la part du lion dans le travail du parti, mais encore il se chargea de la création de l'Etat géorgien dont il fut en même temps le plus ferme soutien.

Les événements de 1921 marquèrent une étape dans sa vie. Les dernières lueurs du soleil de la liberté géorgienne eurent à peine le temps de poindre à l'horizon que les nuages précurseurs du cyclône rouge commen-



cèrent à s'amonceler, couvrant de leur ombre tragique ses glorieux reflets. Ramichvili comprit alors qu'allaient sombrer les efforts de tout un cycle d'années, ses rêves de toujours. Il pressentit que toute cette démagogie doctrinale non seulement n'apportera aucun profit à la Géorgie, mais qu'elle l'emportera dans le funeste tourbillon des événements. Et c'est ainsi qu'après une expérience si chèrement achetée, il sentit la nécessité impérieuse de revenir à la plate-forme strictement nationale.

Ces neuf dernières années de travail en qualité de défenseur des droits de son peuple et comme représentant du gouvernement national de Géorgie, dans des conditions de vie particulières aux émigrés, sont pour ainsi dire les plus remarquables, les plus graves de sa vie.

Les camarades du parti peuvent accuser Ramichvili de nationalisme et les nationalistes de leur côté peuvent l'accuser d'internationalisme, notre devoir à nous est de reconnaître qu'il a toujours marché d'un pas ferme dans le chemin de l'union de tout le Caucase.

Ainsi que tous les hommes d'action et de volonté, Ramichvili était d'un naturel sec, ce qui n'empêchait point de reconnaître qu'il était l'inspirateur, l'animateur du parti, des fronts géorgien et pan-caucasien. Son incommensurable énergie lassait ses amis et avait raison de ses ennemis.

En faisant disparaître Ramichvili, les bolcheviks ont évidemment porté un coup terrible à la cause de la lutte menée autour de l'union caucasienne, mais ce coup, si formidable soit-il, n'est pas mortel.

Ramichvili n'est plus, c'est entendu... mais il existe autre chose... le « ramichvilisme », cette nouvelle secte qui incarne en elle-même tout ce qui a nourri le défunt. Et cet héritage laissé par Ramichvili ranimera la lutte qui se poursuit jusqu'à la victoire finale.

Si les conditions antérieures ont pu forger des natures semblables à celle de Ramichvili, la réalité actuelle ne peut manquer de créer des éléments mieux trempés encore. Si la perte du grand patriote géorgien a ralenti la marche des événements, elle ne peut cependant l'arrêter définitivement. L'heure de la libération approche et l'idéal que poursuivait Ramichvili s'est réincarné dans la vie de chacun. Cette vérité irréfutable sera l'aboutissement des événements qui se précipitent.

Saïd SCHAMYL.

---

## La Confédération des États du Caucase

---

### Quelques réflexions sur un projet de Pacte Fédéral

Dans les divers milieux politiques de l'émigration caucasienne on est prêt, semble-t-il, à entrer dans la voie des réalisations, en vue d'établir un Pacte confédéral entre les peuples du Caucase. Il n'est donc pas sans intérêt de rappeler quelques principes généraux qui doivent guider les futurs artisans de ce Pacte.

On est tenté, au risque de paraître prétentieux, de faire quelques recommandations, de conseiller une extrême prudence et la nécessité d'avoir une claire vision du but à atteindre et des moyens pour le réaliser.

Dans toute construction positive, la première question qui se pose est celle de la méthode. Quelle doit être la méthode employée pour l'élabo-



ration du Pacte des Etats-Unis du Caucase ? Il y a lieu de s'inspirer en cette matière de deux ordres de considérations : il faut en premier lieu tirer parti des enseignements de l'histoire. L'étude des constitutions des diverses Confédérations, telles que celles du Rhin de 1806; allemande de 1815; celles surtout des Provinces-Unies des Pays-Bas et Helvétique pourra être, à cet effet, très instructive. Il faut ensuite, et surtout dirons-nous, prendre en considération les conditions particulières d'ordre matériel et psychologique des divers peuples du Caucase. Il est nécessaire que la future constitution caucasienne ne procède pas exclusivement des raisonnements logiques, mais qu'elle se pénètre du milieu qu'elle sera appelée à régir. Il importe qu'elle tienne compte de l'histoire, des traditions, des circonstances économiques et de la mentalité des peuples qu'elle veut unir. Elle doit être conforme à leur tempérament particulier, à leurs tendances et aspirations. Ce n'est qu'à ce prix qu'elle peut prétendre à une vie longue et effective.

De plus, elle doit contenir, nous l'avons déjà fait remarquer dans un de nos précédents articles, des éléments qui lui permettent la transition paisible à une revision plus étroite, à la forme de l'Etat fédéral, seul capable d'assurer la prospérité intérieure et la puissance extérieure de l'Unon caucasienne. Oh ! nous ne nous faisons, certes, aucune illusion sur la possibilité d'une union aussi étroite. C'est un idéal, bien lointain encore, à atteindre. Actuellement il ne peut être question que de travaux d'approche, d'ailleurs nécessaires pour réaliser l'œuvre définitive.

Nous avons par ailleurs prouvé l'existence d'un minimum de principes communs à tous les peuples du Caucase. Il s'agit maintenant d'établir un minimum d'organisation positive sur laquelle doivent s'appuyer ces principes communs. Ce minimum d'organisation est indispensable car il n'y a pas de vie sociale possible sans une armature juridique suffisante.

L'essentiel est de trouver un juge afin que, lorsque surgira un conflit entre Etats confédérés, il y ait un Tribunal fédéral, placé au-dessus de ces derniers, agissant indépendamment d'eux et dont l'impartialité sera hors de contestation. L'existence de ce « tiers impartial » dont parle Pascal est aussi nécessaire à l'intérieur d'un Etat (entre les individus qui le constituent) qu'entre les Etats. Le Tribunal fédéral doit être composé de juristes compétents, d'hommes intègres jouissant d'une haute moralité. La nomination des juges doit être faite de façon à leur assurer une indépendance aussi complète que possible. On pourra, à cet effet, imiter l'institution de la Cour fédérale suprême des Etats-Unis.

Mais l'institution du juge ne suffit pas. Le juge doit appliquer les lois; il n'est pas législateur. Il faut qu'il existe un pouvoir législatif compétent, capable de faire des lois fédérales pour l'ensemble du territoire de l'Union. En ce qui concerne le pouvoir législatif, il convient de faire certaines réserves. On ne peut parler, tout au moins au début d'un véritable législateur, *comme en droit interne*. N'oublions pas que nous sommes en présence d'une Confédération d'Etats et, par suite, d'une Association d'Etats souverains. Faut-il en conclure que le principe de l'unanimité doit être admis dans tous les cas ? Certainement que non, ce serait rendre le fonctionnement de l'Union très difficile, sinon impossible. Déjà, dans le Pacte de la Société des Nations, le principe de l'unanimité n'est pas intangible. Dans bien des cas et sur des sujets très importants, tels l'admission de nouveaux membres, la revision du Pacte, etc., les décisions sont prises à la majorité et non plus à l'unanimité. Cependant, personne ne songe à contes-

ter la souveraineté des Etats, membres de la Société des Nations. Il faut donc admettre sur ce point une solution intermédiaire, à savoir : l'unanimité pour certaines décisions très graves, telles que la déclaration d'une guerre, la conclusion de traités, l'admission de nouveaux membres, etc. ; la majorité dans des cas moins graves, notamment pour des questions d'ordre intérieur telles que la question budgétaire, les impôts, l'organisation ferroviaire, la monnaie, les banques.

On peut penser également à l'opportunité d'établir quelque chose d'analogue à ce qui a été institué pour l'organisation internationale du travail : les projets sont préparés dans une Assemblée spéciale. Les Etats membres sont obligés de présenter ce projet dans le délai d'un an à leur Parlement, qui doit en principe les approuver ou les rejeter sans modification. Quelle sera l'organisation de ce pouvoir législatif ? Doit-on admettre une seule Chambre-Diète fédérale, au sein de laquelle les Etats membres seront représentés sur un pied de rigoureuse égalité, comme c'était le cas pour toutes les Confédérations, ou bien y aura-t-il dualité d'organes ? Il semblerait plus opportun d'établir deux organismes ; l'on pourrait s'inspirer utilement de l'organisation de la Société des Nations. On pourrait par exemple préconiser l'inégalité de représentation pour l'Assemblée fédérale, et l'égalité absolue pour le Conseil, en spécifiant que l'accord des deux organismes sera nécessaire pour que toute décision puisse devenir définitive. De cette façon, la souveraineté des Etats membres sera pleinement sauvegardée, et le fonctionnement de la machine législative ne sera pas alourdi.

Il serait très désirable que le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, dont nous allons parler, soient établis sur l'un de ces territoires. Que ce territoire soit petit, qu'il soit limité aux bâtiments destinés aux services fédéraux, un peu comme la Cité du Vatican, ou mieux encore au district fédéral comme dans les Etats fédéraux d'Amérique, peu importe ! L'indépendance du pouvoir fédéral sera ainsi mieux assurée.

Et maintenant, comment doivent être exécutées les décisions des organes fédéraux ? En principe, leur exécution dépend, dans toutes les Confédérations, des Etats particuliers. Ce système est extrêmement défectueux car, le plus souvent, les Etats n'exécutent pas les décisions qui semblent défavorables à leurs intérêts. Or, il importe, pour le bonheur de toute la Confédération, que les décisions prises par le pouvoir central soient exécutées. Car ces décisions, conformes par hypothèse à l'intérêt général, doivent être exécutées indépendamment de toute volonté des Etats particuliers. Cela n'a rien d'extraordinaire, si l'on conçoit que, dans toute société qui veut se maintenir et se développer, les intérêts particuliers doivent s'effacer devant l'intérêt général, le bien commun. Qu'on ne nous reproche pas de sacrifier les droits souverains des Etats membres. Nullement ! Car toute décision fédérale se peut être prise qu'avec leur consentement, et le refus d'exécution de l'un des Etats de la Confédération ne saurait être autrement expliqué que du fait de sa mauvaise volonté. Par conséquent, l'exécution de tout ce qui entre dans la compétence du pouvoir central doit lui appartenir. A cet effet, des fonctionnaires fédéraux spéciaux seront chargés de l'exécution des décisions fédérales.

Dès lors se pose aussitôt la grave question des sanctions. Ce serait méconnaître la nature humaine que de prétendre qu'elles sont inutiles. Il faudrait donc organiser une sanction confédérale contre les Etats récalcitrants. Arrivons maintenant à l'importante question de la répartition des

attributions étatiques entre le pouvoir central et les Etats particuliers. Il convient de faire ici une distinction importante entre la dévolution des compétences et leur répartition. « Kompetenz erteilung und Kompetenz ver teilung », comme disent les Allemands. La dévolution des compétences, c'est-à-dire la compétence de la compétence, ne peut appartenir qu'aux Etats particuliers, puisqu'ils gardent leur souveraineté. Par conséquent, tout changement des compétences qui s'effectuerait par la modification du Pacte confédéral ne pourra avoir lieu que du consentement de tous les Etats confédérés. C'est une garantie puissante de l'intangibilité de leur statut.

Quant à la répartition des compétences, on ne peut poser que le principe général suivant : tout ce qui concerne l'intérêt général de la Confédération doit être attribué au pouvoir central. Ainsi les questions de guerre, de paix et, en général, toutes les affaires internationales, doivent revenir à la Confédération. En ce qui concerne les affaires d'ordre intérieur, il faut comprendre dans la compétence du pouvoir central tout ce qui intéresse l'ensemble des Etats. Il importe qu'il ait les pouvoirs nécessaires pour atteindre le but de l'Union; c'est ainsi qu'une certaine indépendance financière doit lui être reconnue; qu'il doit avoir un régime douanier unique, une monnaie, un système de poids et mesures, etc... Tout le reste, c'est-à-dire toutes les affaires intéressant les Etats particuliers comme tels, leur appartiendront de droit.

Que décider en cas de conflits de compétence entre le pouvoir central et les Etats particuliers ? L'organisme appelé à trancher ces conflits doit être le Tribunal fédéral. Dans sa décision il doit s'inspirer essentiellement de la constitution fédérale afin de maintenir l'harmonie générale de l'Union.

Pour terminer, il est indispensable de dire quelques mots d'un droit d'une importance capitale, lequel, selon certains auteurs, reste sous-entendu dans tout traité confédéral. Nous voulons parler du droit de cession qui appartient aux Etats particuliers. Est-il tout d'abord absolument nécessaire que ce droit soit expressément consacré par le Pacte Fédéral ? Aucunement ! Les Etats confédérés peuvent parfaitement y renoncer sans perdre pour cela leur souveraineté. A supposer, cependant, que les Etats se le réservent expressément, il ne s'ensuit nullement qu'ils puissent l'invoquer à tout moment pour sortir de la Confédération. Il en est ici comme de la clause *rebus sic standibus* en droit international : l'exercice absolu de ce droit conduira forcément à des abus fâcheux. Une solution raisonnable s'impose : il faut admettre que les Etats particuliers ne peuvent s'en prévaloir que si leur existence indépendante est menacée. Ce n'est que dans ce cas extrême qu'ils peuvent librement sortir de l'Union. Ici, comme en matière politique en général, la vérité se trouve dans un juste milieu entre les solutions extrêmes. Inutile de dire que les Etats membres ne peuvent entrer en guerre entre eux. La solution de tous leurs conflits doit être obligatoirement attribuée à la Cour fédérale suprême.

Tels nous semblent être les traits essentiels que pourra revêtir le Pacte confédéral des Etats-Unis du Caucase.

M. KARTWELI,

Docteur en droit de l'Université de Paris.



## *La Fête Nationale Ukrainienne à Paris*

Cette année, comme d'habitude, les émigrés ukrainiens ont fêté le jour de la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine partout où ils se trouvent dispersés. A Paris même l'Union des Associations des Emigrés Ukrainiens en France a organisé à cette occasion une réception dans les Salons du Grand Cercle d'Iéna sous les auspices du Comité France-Orient. Outre la colonie ukrainienne, laquelle était largement représentée à cette réunion, de nombreuses personnalités françaises et étrangères du monde politique et diplomatique étaient présentes.

La séance a été ouverte par le général Richard, vice-président du Comité France-Orient, lequel a donné peu après la parole à M. N. Choumitzky, président de l'Union des Associations des Emigrés Ukrainiens en France. Voici les principaux passages du discours de M. Choumitzky :

« Nous sommes venus aujourd'hui ici pour célébrer l'anniversaire de notre indépendance, pour célébrer cet anniversaire loin de notre patrie bien-aimée, le célébrer hélas tristement, car notre pays est encore occupé et dévasté par le pire des ennemis, par la Russie !... »

« Treize années se sont écoulées depuis, treize longues années de martyre et de souffrance, mais elle est toujours restée vivante devant mes yeux cette journée ensoleillée durant laquelle fut proclamée à Kiev, sur la place de Sainte-Sophie, l'indépendance de l'Ukraine. »

« Journée ensoleillée et pourtant déjà couverte de nuages sombres, de nuages menaçants, où l'on sentait l'ennemi partout, autour de nous ! »

« Quant aux amis... où les chercher ?... Confiante et forte de ses droits, l'Ukraine s'empresse d'envoyer ses représentants à l'étranger pour exposer ses malheurs et demander du secours... Que de difficultés, que de désillusions l'attendaient... L'existence même de ce pays comme nation était presque complètement oubliée du monde entier. »

« Mais qu'importe, la lutte se poursuit, se développe. Le drapeau bleu-jaune de l'Ukraine est devenu le symbole sacré de la nation opprimée. Autour de lui viennent se grouper, de plus en plus nombreux, des partisans entièrement dévoués à leur patrie. »

« Oh ! la sainte folie », comme disait un jour notre regretté président S. Petlura. N'était-ce point de la folie au début que ce petit groupe d'ardents patriotes qui se dressait parmi les milliers d'Ukrainiens encore mal éveillés, encore étourdis par ces longues années d'esclavage russe ?... »

« On voit l'Ukraine s'élever, se dresser à nouveau, glorieuse et superbe. Mais que de misères, que de souffrances ?... Qu'importe ; l'armée nationale lutte admirablement, levant bien haut son drapeau. Elle lutte oubliée de tous, sans secours, sans munitions... »

« Ces innombrables tombes qui, ainsi que des fleurs, couvrent toute l'Ukraine, ne sont-elles point celles de ces vaillants soldats, nos frères, pour lesquels l'arc de triomphe n'est pas encore construit, mais dont nous glorifions aujourd'hui la mémoire dans nos cœurs. »

« Debout, la Nation avançait, avançait toujours droit sur son chemin, bien pénible hélas, semé d'épines, sur ce chemin à l'égal d'un calvaire... »

« Et puis... survint la débâcle, l'internement dans les camps... »

L'Ukraine abandonnée et oubliée de tous resta seule... Etions-nous vaincus, le sommes-nous encore ?

« Non, mille fois non ! car il n'existe pas au monde une force capable d'étouffer le cri d'un peuple bien décidé à reconquérir sa liberté.

« Treize ans se sont écoulés, avons-nous dit, et notre peuple s'est enfin réveillé. D'un jour à l'autre il sent ses forces augmenter, devenir plus puissantes; il constate, non sans quelque fierté, que l'Ukraine commence à reprendre sa place dans le concert des peuples. L'Europe, le monde la connaît maintenant.

« Nous avons eu le bonheur de conserver notre gouvernement légitime qui, malgré toutes les difficultés, séparé comme nous de l'Ukraine, continue son travail dans l'exil. Toujours inquiétant pour nos ennemis qui cherchent par tous les moyens à le discréditer, il n'en donne pas moins, du fait de son existence, de nouvelles espérances; il fait renaître la confiance dans les propres forces de notre peuple qu'il inspire également, l'incitant à continuer la lutte pour l'indépendance jusqu'à la victoire finale. J'ai le plaisir de saluer ici son représentant M. Alexandre Choulguine.

« Et d'abord, sommes-nous seuls ? Non, certes, aujourd'hui nous ne sommes pas seuls; à côté de nous luttent nos amis azerbaïdjanis, géorgiens, caucasiens du Nord, etc...

« Et l'idée de l'entente de la Mer Noire se lève, haute et puissante, capable de tenir en respect ses pires ennemis.

« Nous sommes loin, bien loin de notre pays, mais nous n'en sommes que plus forts, car plus que jamais nous sommes unis à notre peuple dans notre lutte pour la liberté.

« Confiants dans l'avenir, nous croyons que, sur les ossements et le sang de nos frères, s'élèvera une Ukraine forte, puissante et indépendante.

« Nous célébrons aujourd'hui la mémoire de nos morts; nous saluons également tous ceux qui n'ont pas perdu courage et qui continuent la lutte.

« Loin de notre Patrie, sur le sol hospitalier de la France, nous remercions de tout notre cœur ce grand pays libérateur, pays où était préparée et d'où est sortie la liberté de la grande république des Etats-Unis, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie.

« Nous sommes sûrs que notre séjour ici jettera une base solide au rapprochement futur de nos deux peuples.

« On dit qu'on reconnaît les vrais amis dans le malheur. Mesdames et Messieurs, votre présence ici est une preuve de votre amitié pour nous et notre cause. Soyez les bienvenus. Je suis sûr que l'heure n'est pas éloignée où nous pourrions vous dire : « Soyez les bienvenus, chez nous, en Ukraine. »

Le général Richard, vice-président du Comité France-Orient, prit ensuite la parole, et dans un vibrant discours, vivement applaudi par l'assistance pour la cause de tous les peuples, opprimés par les bolcheviks, et en particulier pour la cause de la libération de l'Ukraine qui subit le joug intolérable de l'impérialisme du Nord.

Après les discours, l'hymne national ukrainien fut chanté par un chœur. Une partie musicale fort appréciée par l'assistance et exécutée par des artistes ukrainiens clôtura cette fête dont chacun emporta le meilleur souvenir.



## AU FRONT DE LA LUTTE NATIONALE

---

Les journaux du Turkestan fourmillent à nouveau de communiqués au sujet du développement du mouvement national des Allogènes. Une attention toute spéciale lui a été accordée au cours des derniers congrès des soviets dans les républiques nationales du Turkestan. Le danger qui menace le régime soviétique du fait de l'infiltration du nationalisme dans les rangs des « chefs du parti » a été même souligné. Sous ce rapport, le discours du secrétaire responsable du Comité central du parti communiste d'Uzbekistan M. Akmal Ikramov, prononcé au cours d'une conférence de parti dans l'un des quartiers de Tachkent le 6 février dernier présente un certain intérêt. M. Ikramov a rappelé que ces derniers temps le mouvement national a fait de grands progrès, que parmi les partisans de ce mouvement se rencontrent des « chefs de parti » et des personnages occupant de hauts postes de commandement dans l'administration soviétique, tels par exemple les anciens commissaires Batou, Mannan Ramz, Nassir Saidi, Goulam, Ikramov, Khalil Kerimov, Lutfoullah, Alimov, etc. Nous ignorons exactement en quoi consistait leur collaboration dans le mouvement « national-contre-révolutionnaire », mais de l'enquête préalable divulguée par M. Ikramov au cours de son discours, nous apprenons que tous considèrent le régime soviétique au Turkestan comme incompatible avec les intérêts nationaux du pays.

C'est pourquoi ces anciens chefs de parti et ces agents importants du gouvernement décidèrent d'entreprendre la lutte contre la dictature moscovite pour détacher le Turkestan de la Russie soviétique et proclamer la république « bourgeoise et démocratique ».

Il va de soi que ces personnalités soviétiques sont accusées aujourd'hui d'entretenir des rapports avec les « interventionnistes étrangers » et de recevoir des directives de ces derniers.

Le discours de M. Ikramov est d'un grand intérêt en tant que spécimen de « document bolchevik » contenant des affirmations bassement mensongères. Ceux qui ont suivi les procès dits du « parti industriel » ou des « mencheviks » peuvent facilement se faire une idée des capacités que possèdent les bolcheviks dans l'art de la mise en scène au Turkestan. Dans cette région, éloignée du monde cultivé, le tribunal soviétique présente un aspect mille fois plus terrible que dans le centre de Moscou. Nous n'insisterons pas ici sur la mise en scène judiciaire de Tachkent; nous nous arrêterons seulement sur certains passages du discours de M. Ikramov et nous essaierons de les commenter.

En démasquant la nouvelle « contre-révolution nationaliste à la tête de laquelle figurent d'anciens chefs de parti », le secrétaire du parti communiste d'Uzbekistan confirme par serment la fidélité du parti et du gouvernement à la politique nationale léniniste que poursuit le plus fidèle disciple du « prophète rouge », le « dieu vivant » actuel du bolchevisme russe, M. Staline.

Faire un « rapprochement » entre Lénine et Staline est un problème particulièrement ingrat, et si nous l'abordons ici, ce n'est pas que notre préférence soit plus marquée pour l'un que pour l'autre. Loin de nous cette intention. Nous voulons simplement souligner plus nettement cette trom-

perie éhontée, ce mensonge que les bolcheviks moscovites ont introduit dans leur « politique » dite « nationale », autrement dit dans leur « politique des nationalités ».

Voici du reste ce que Lénine écrivait en ce qui concerne le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : « Si nous voulons comprendre l'importance de l'auto-détermination des peuples sans jouer sur les définitions juridiques, sans « imaginer » des définitions abstraites, mais en analysant plutôt les conditions historico-économiques des mouvements nationaux, nous arriverons infailliblement aux conclusions suivantes : *Sous le nom d'auto-disposition des peuples il faut concevoir leur séparation d'avec les collectivités nationales étrangères, la constitution d'Etats nationaux indépendants.* » (Cf. le Recueil des œuvres de Lénine, T. 19, p. 98.)

Staline et ses bavards agents aiment à répéter qu'ils rentent fidèles à cette définition de Lénine du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Rien de plus faux au monde. Du vivant encore de Lénine et au cours des travaux du X<sup>e</sup> Congrès du parti, Staline, alors commissaire du peuple pour les affaires des nationalités, « expliquait » les théories de son maître de la façon suivante :

*L'auto-disposition nationale des peuples s'est transformée en simple expression vide de sens... Ce mot d'ordre a disparu totalement de notre programme.* Dans notre programme il est question non pas d'auto-disposition nationale, mais du droit des peuples à une séparation étatiste, *ce qui est bien différent...* Mais ce mot d'ordre (du droit qu'ont les peuples à se séparer) est pour nous, au moment où le mouvement libérateur se développe aux colonies, un mot d'ordre révolutionnaire. Du moment que les Etats soviétiques se trouvent volontairement (!?) groupés en fédération, les droits d'auto-disposition des peuples qui en font partie n'ont pas été revendiqués par ces mêmes peuples (!?). Du moment que nous avons affaire avec des colonies placées sous l'emprise de l'Angleterre, de la France, des Etats-Unis, du Japon, avec des pays tels que l'Arabie, la Mésopotamie, la Turquie, l'Inde, placés sous leur dépendance immédiate, le mot d'ordre de séparation reste révolutionnaire. Il ne saurait donc être question de renoncer à ce mot d'ordre sans faire le jeu de l'Entente... »

Comme on le voit, la différence qui existe entre la définition de Lénine en ce qui concerne le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » et les « explications » de Staline touchant à Lénine est considérable.

Lénine concevait l'auto-disposition comme « *une séparation pour constituer un Etat national indépendant* » ; Staline, lui, la concevait tout autrement, allant jusqu'à dire que ce mot « *auto-disposition était dépourvu de toute signification* », qu'il annihile formellement « le droit à la séparation ». Il est à remarquer la manière dont M. Staline a tiré parti du « droit à la séparation » : dans les limites de la Russie ce droit « n'a pas été utilisé », cependant les bolcheviks moscovites ne peuvent le méconnaître, car « ce serait faire le jeu de l'Entente » qui possède des colonies.

Lénine sanctionna tacitement l'opération stalinienne sur sa « doctrine révolutionnaire ». Nous savons d'après l'expérience tentée au Turkestan combien l'application de la politique nationale de Lénine a subi de zigzags, de manœuvres, de trucs divers, mais la transformation par M. Staline en formule « dépourvue de signification » du « mot d'ordre révolutionnaire » de Lénine est et restera un modèle de « trahison révolutionnaire ».

S'il s'agissait de « justifier » l'attitude de Staline, l'on pourrait dire qu'il a « craché » non seulement à la face de Lénine, mais encore... à sa propre

face. Tous ceux qui suivent en ce moment les phases de la « politique nationale » savent qu'elle est basée sur une « lutte sur deux fronts » : d'une part « contre le chauvinisme grand-russien » et, d'autre part, « contre le nationalisme local ». Il fut un temps où le parti communiste russe et Staline lui-même se trouvaient précisément dans un camp entièrement opposé et l'on sait qu'ils désapprouvaient cette lutte « sur deux fronts ». Il suffit de rappeler le X<sup>e</sup> Congrès du parti en 1921 et les documents qui s'y rapportent en tant que directives, lesquels furent publiés par ordre de Staline lui-même dans une brochure intitulée « La question nationale et la Russie soviétique » (Moscou 1921. Editions d'Etat). Le co-rapporteur sur cette question, M. G. Sapharov, insistant tout spécialement sur son application au Turkestan, disait entre autres : « La plupart des simples communistes russes estiment que, pour ce qui est de la politique de classe, il faut, d'une part, taper sur les koulaks russes et, d'autre part, sur les exploiters allogènes, les koulaks indigènes d'une manière systématique et simultanée. *De ces violences simultanées rien, en dehors d'une politique de colonisation russe et de l'application d'une oppression nationale sous l'étendard soviétique, n'en est advenu...* »

De nos jours, cette vérité est oubliée. Le fait de la rappeler suscite des suspicions aujourd'hui, des accusations de contre-révolution, de rapports avec les partisans étrangers de l'intervention. En pratique, la « lutte sur deux fronts au Turkestan où fleurit la dictature du prolétariat russe, conduit aux mêmes résultats dont il est parlé dans les documents du X<sup>e</sup> Congrès : « Rien en dehors d'une oppression nationale n'en est résulté, oui, rien... » Telles sont les causes qui ont valu à des chefs du parti communiste et commissaires du peuple au Turkestan les accusations d'être passés dans les rangs des contre-révolutionnaires-nationaux. »

Dans le temps même où des agents du bolchevisme moscovite lancent des accusations à la face de communistes, hier encore chefs du parti, comme quoi ils reçoivent des directives de l'étranger, ils feignent d'ignorer leur propre trahison, la trahison *révolutionnaire* aux mots d'ordre d'égalité de droits des nationalités.

Seuls les traîtres à leur pays peuvent accepter que sous l'étendard soviétique soit appliquée dans leur propre patrie la politique colonisatrice russe pour la seule raison de permettre aux boscheviks moscovites de renverser le pouvoir de la France ou de l'Angleterre dans leurs colonies.

C'est ce qui explique que certains communistes chez lesquels la conscience nationale n'a pas encore complètement cessé d'exister, qui sont encore capables de sentir, de souffrir du fait de l'oppression de leur peuple, abandonnent les rangs des « chefs du parti » pour passer dans le camp des défenseurs de leur peuple pour le droit à l'auto-disposition, c'est-à-dire *pour le droit à la séparation et à la création d'un Etat national indépendant.*

M. Tch.





## En Azerbaïdjan

Tout dernièrement les journaux d'Azerbaïdjan ont enregistré quelques désordres dans les milieux ouvriers. Nous avons déjà signalé ce fait dans le dernier numéro de notre journal.

Les journaux, *Zaria Vostoka* et *Bildirich*, que nous venons de recevoir, éclairent pleinement le mouvement ouvrier contre le Gouvernement soviétique dans l'Industrie du Naphte de Bakou. *Zaria Vostoka*, organe des communistes transcaucasiens, s'efforce évidemment de cacher la situation à ses lecteurs, pour ne pas créer une impression défavorable contre le pouvoir soviétique. Il est évident que le gouvernement, qui porte le nom de « gouvernement ouvrier », doit tout au moins avoir l'air de montrer que les ouvriers sont contents du régime et qu'ils soutiennent le gouvernement. Or, les faits que signale *Zaria Vostoka* lui-même, soulignent assez le caractère de la lutte des ouvriers contre le pouvoir. Cette lutte se poursuit actuellement à Bakou sous l'enseigne des « exigences économiques » envers le pouvoir, lequel joue le rôle de *capitaliste-employeur*. Ce qui ne manque point d'originalité, c'est que l'arme de lutte de la classe ouvrière sous le régime soviétique reste la même que sous le régime bourgeois, notamment les *grèves*. Mais la différence réside dans le fait que, dans les autres pays, lorsque surgit un conflit entre ouvriers et patrons, existe une autre force qui régularise ce conflit, amène l'apaisement et devient ainsi l'arbitre des deux parties en litige au nom de la bienséance sociale. Cette force : c'est l'Etat. Il n'en est par de même sous le régime soviétique où la troisième force n'existe point. Le pouvoir, c'est le capitaliste-employeur et, comme tel, il devient simultanément, par la force même des choses, l'arbitre de la situation. C'est de là que vient tout le mal.

D'après les règlements en vigueur, à la fin de chaque année, les organisations ouvrières doivent signer un contrat collectif avec le gouvernement soviétique. Or, nous lisons dans la *Zaria Vostoka*, qu'avant le 15 janvier 1931, il n'y a que quatre organisations qui aient signé ce contrat sur les vingt et une qui existent à Bakou. Les autres dix-sept organisations ont refusé de signer le contrat en raison de ses conditions excessivement pénibles. Pour faire entendre raison aux ouvriers, le pouvoir a organisé des réunions, mais on ne les fréquentait pas et les ouvriers les boycottaient. Dans les régions où on a pu organiser ces réunions, les ouvriers ont vertement critiqué *la politique ouvrière* du gouvernement. Aussi, dans la riche région de Sabountcha-Balakhani, quelques arrestations ont eu lieu. Les représentants des ouvriers ont été emmenés du lieu de la réunion tout droit dans la prison. Le contrat collectif n'a pas été signé non plus par les cheminots, qui demandent aussi des augmentations de 100 %. Les produits de première nécessité renchérissement d'un jour à l'autre alors que les normes des salaires sont fixés pour toute l'année. Actuellement, les ouvriers de Bakou ressemblent plutôt à des mendiants qu'à des *dictateurs*.

Les exigences des ouvriers ne sont point du tout exagérées : ils ne demandent qu'une augmentation de  *salaire plus en rapport avec les conditions de vie* ; l'éducation de leurs enfants dans les écoles et une surveillance plus efficace ; l'octroi de médicaments pour les membres de leur famille ;

une réduction des heures de travail jusqu'au régime de 8 heures; enfin, ainsi qu'il est établi dans les pays capitalistes : une amélioration des conditions hygiéniques dans les logements ouvriers.

Telles sont dans leurs grandes lignes les revendications des ouvriers du naphte. Il n'est pas douteux qu'ils ne limitent leurs revendications qu'à des questions purement économiques. Par contre, le gouvernement soviétique, désireux de justifier les mesures répressives à l'égard des ouvriers en vue d'éviter les grèves donne à ces revendications un caractère politique.

Le *Bakinski Rabotchi* crut, tout récemment, avoir trouvé l'origine du mal dans le fait que les idées communistes ne pénètrent point dans les milieux ouvriers de nationalité turke et que l'esprit du *chauvinisme national* est fortement ancré chez eux. Il voit en cela un signe de faiblesse du gouvernement et lui propose d'étudier cette question et de prendre des mesures susceptibles de développer la propagande parmi les ouvriers turks.

Nous n'examinerons point ici le caractère politique de cette question, nous nous bornerons à éclairer les faits, au seul point de vue économique. Effectivement, la situation matérielle des ouvriers est désastreuse. Les ouvriers sont dans l'impossibilité absolue de lutter contre le pouvoir soviétique lequel, on le sait, est l'*employeur*.

Dans tous les pays capitalistes, le « contrat de travail collectif » est un instrument dans la main des ouvriers pour l'amélioration de leur situation aussi bien au point de vue économique que civil et culturel. Ledit contrat est en quelque sorte un billet de loterie dans la main des ouvriers, qu'ils ont gagné après nombre d'années de luttes; il est en même temps une arme de défense contre les capitalistes-employeurs. Sous le régime soviétique, rien de semblable. Le « contrat collectif » n'est autre qu'un moyen de lutte dans la main du pouvoir-employeur contre la classe ouvrière.

Alors que le capitaliste occidental signe à regret un contrat les ouvriers de l'Azerbaïdjan soviétique résistent avec la dernière énergie contre l'obligation de signer ce contrat qui pour eux équivaut à un acte de *servage*. A Londres, Berlin et dans d'autres centres, lorsqu'on signe un tel document, les patrons prennent certaines obligations au profit des ouvriers; sous le régime soviétique, les ouvriers s'engagent à remplir les conditions au profit du pouvoir. En vertu de ces conditions, les ouvriers s'engagent à ne pas demander d'augmentation de salaire, pas un sou de plus, malgré le renchérissement du coût de la vie. Ils ne doivent pas travailler moins de *douze heures par jour*, ne peuvent changer de lieu de travail et s'engagent à *rester fixés à ce lieu*. De plus, ils n'ont pas le droit de *changer leur genre de travail*. Du fait même qu'ils ont signé le « contrat collectif », les ouvriers ne peuvent faire un autre travail que celui pour lequel ils sont engagés; ils n'ont pas non plus le droit de *grève* afin d'améliorer leur situation; ils ne peuvent entrer dans une autre usine, serait-elle à côté d'eux. Ils ne peuvent enfin refuser de travailler.

Telles sont les conditions auxquelles l'ouvrier soviétique est tenu de souscrire pour obtenir un dur morceau de pain.

Mais, s'il advient que l'ouvrier viole les conditions du contrat, il sera de ce fait considéré comme déserteur, contre-révolutionnaire et ennemi du régime; son nom sera inscrit au tableau noir; il sera privé de sa ration de pain; en un mot, il sera déclaré hors la loi.

Pour ce qui est des organisations professionnelles, les ouvriers choisis par ces organisations pour la défense de leurs intérêts devant les autorités sont entièrement soumis à la Tchéka et se trouvent de ce fait, non pas au

service des ouvriers, mais à celui du pouvoir soviétique qui exploite d'une façon inhumaine leur travail.

En présence de ce tableau, l'on ne peut se défendre de rappeler le *temps d'Araktcheev*. A l'époque, et dans le but de développer l'industrie de l'Oural, l'on fixait les ouvriers aux usines et le pouvoir des directeurs était illimité. Les ouvriers qui tentaient de fuir étaient traités de la même façon que des forçats. Et cependant la situation des ouvriers à l'époque était bien meilleure qu'elle ne l'est aujourd'hui, car au moins ils étaient exceptionnellement bien nourris.

\*  
\* \*

Les nouvelles reçues ces derniers temps d'Azerbaïdjan nous apprennent que les mesures prises par le gouvernement soviétique pour la réalisation du système des Kolkhoz se sont heurtées à la résistance opiniâtre des paysans. Il en est résulté un accroissement du nombre d'insurgés. Sur les différents points du territoire des soulèvements de paysans contre les autorités se produisent et des mesures sont prises pour enrayer le mouvement. Ces rencontres avec les paysans amènent la destruction des économies paysannes. Le nombre de paysans ayant abandonné leurs exploitations s'élève à 10.000. Nombreux sont ceux qui se joignent aux rebelles dont le chiffre, d'après certaines évaluations, atteint en Azerbaïdjan jusqu'à deux mille hommes. Pour réduire le mouvement insurrectionnel dans ce pays, des troupes ont été envoyées en toute hâte. Dans le district de Gandja où les insurgés manifestent une activité exceptionnelle se trouve concentrée une partie de la 11<sup>e</sup> armée, laquelle se distingue par une cruauté sans exemple par rapport à la population; c'est elle qui procède à la confiscation de ses biens, de son bétail, de ses céréales, etc.

Le lecteur se rappelle que l'an dernier, dans ce district, opérait un détachement de quatre cents insurgés sous le commandement du célèbre Hadji Akhound. D'après les informations qui nous sont récemment parvenues, ce chef insurgé a été lâchement assassiné par un de ses partisans à la solde de l'ennemi; quinze de ses hommes qui avaient été arrêtés ont été fusillés. Leurs familles, composées de cent soixante-douze personnes, ont été exilées dans le district de Kouba où elles se trouvent soumises au régime du pain noir. Nombre d'enfants ont péri de faim et de froid.

Notre correspondant nous apprend également que la situation est très tendue en Azerbaïdjan. Dans le milieu du mois de janvier des perquisitions ont été effectuées dans les maisons de Bakou au profit du parti communiste. Nombreux furent les communistes locaux qui, accusés de professer des tendances nationalistes ont été arrêtés et jetés dans les caves de la Tchéka : deux étudiants et un ecclésiastique, accusés d'appartenir au parti « moussavat », ont été arrêtés et internés dans la prison de la Tchéka. Des nationalistes arrêtés dans le courant du mois de février ont proclamé la grève de la faim; sept d'entre eux sont morts des suites de cette grève; les autorités cependant finirent par donner satisfaction à leurs revendications et ils cessèrent de faire grève.

Dans le même temps, en raison de complications possibles au Caucase, la venue inopinée du chef de l'armée rouge, Vorochilov, a été signalée en Azerbaïdjan. Les bolcheviks attachent une grande importance aux événements attendus au printemps. Mais le mouvement insurrectionnel ne

il limite pas son action à la seule république d'Azerbaïdjan, il se répand en territoire arménien. Actuellement, le héros du jour en Arménie est un certain Arzoumaniants, fils d'un prêtre arménien du nom de Vakkan, lequel jouit d'un grand respect, non seulement parmi les Arméniens, mais aussi parmi les Azerbaïdjanais. Ledit Arzoumaniants est en liaison avec les chefs du mouvement insurrectionnel en Azerbaïdjan.

Dans le district de Zakatal opère un groupe de partisans sous le commandement de certain « brigadier » nommé Beridze. La tête de ce Beridze a été mise à prix par la Tcheka pour la somme de 100.000 tcherwonets. De temps à autre, Beridze effectue des raids dans la zone du chemin de fer qu'il détruit et jusque dans la ville de Kazah dont il a pillé la trésorerie. Ce héros jouit de la sympathie de la population musulmane à laquelle il a fait distribuer une partie des sommes trouvées dans les caisses de la trésorerie.

Mais en dehors du mouvement insurrectionnel, *l'antagonisme qui existe entre communistes russes et locaux* inquiète fort le pouvoir soviétique. Une acerbe polémique s'est déclanchée entre le journal local en turk, le *Kommounist* et l'organe russe de Bakou, *Bakinski Rabotchi*. Au cours d'une réunion du parti, le rédacteur du *Kommounist* turk, Habib Djabiev, a traité le rédacteur du *Bakinski Rabotchi* de « colonisateur » et « d'étrangleur de libertés »; il lui donna même un soufflet. Quelques jours après, Djabiev était révoqué et envoyé à Moscou. C'est là un prélude de la lutte entre communistes russes et caucasiens. Quoi que l'on fasse, quoi qu'on écrive, quels que soient les efforts des partisans de Staline, il est un fait certain : c'est que la situation au Caucase est fort troublée. La patience du peuple est à bout. Serions-nous à la veille d'événements qui ne tarderont pas à se manifester ?

A. KAPLAN.

---

## L'Art Bolchevik et ses Agents

---

Il ne s'agit pas là du théâtre ou du cinéma, des belles lettres, de la musique ou d'autres arts d'agrément destinés à développer, élever et annoblir nos sentiments esthétiques mais qui, en U.R.S.S., on le sait, ne sont que des instruments de propagande. Au contraire, il s'agit d'un art qui est un véritable outrage pour l'art proprement dit et amène les gens à une profonde démoralisation, à un avilissement affreux de la société dans laquelle nous vivons et dont nous faisons partie. Je pense, lorsque j'observe le mouvement intellectuel, à tous ces malheureux qui tombent dans le piège de Moscou et dont la plupart sont certainement les adversaires des bolcheviks. Quelle misère intellectuelle — me dis-je — que de ne pas remarquer ces pièges si grossièrement tendus ! Mais je me vois ensuite obligé, réflexion faite, de constater que l'art des bolcheviks de tromper les gens est irrésistible pour tous les esprits de bonne foi ou, tout au moins, pour tous ceux qui n'ont pas éprouvé à plusieurs reprises cette monstrueuse tromperie. Car, comme le disait Ciceron, lorsqu'on est honnête homme, on a de la peine à soupçonner les autres de ne pas l'être.

Prenons un exemple typique, celui de l'écrivain communiste Barbusse,

dont la bonne foi « ne serait pas en cause » ! Barbusse, obéissant à son penchant naturel, a mis consciemment son talent au service des Soviets. Ceux-ci, pour satisfaire ses ambitions et pour galvaniser ainsi son élan, lui organisèrent à Moscou des réceptions pompeuses qu'ils firent connaître par radio dans tous les coins du monde. Ensuite, on lui confia la grande mission de bolcheviser le monde intellectuel, d'où l'organe de cette propagande : *Monde*, qui symbolise l'entreprise.

Barbusse, certain que sa célébrité lui attirerait tous les intellectuels, se mit à l'œuvre avec une ardeur digne de meilleure cause. Il calomnia les victimes géorgiennes et disculpa, comme disait le grand théoricien du socialisme, K. Kausty, à propos délibérés, et il fit appel aux intellectuels afin qu'ils se rallient autour de la bannière d'insinuations et de calomnies. Peu d'intellectuels honnêtes répondirent à cet appel et Barbusse, discrédité, restait à peu près isolé. Alors, les Soviets remarquèrent qu'ils avaient commis une gaffe en organisant des réceptions solennelles pour Barbusse qu'ils ont compromis et alors, pour réparer cette gaffe — et c'est là où l'art consommé de la tromperie des bolcheviks apparaît dans toute sa puissance — pour faire regagner à Barbusse son ancien prestige, on publie dans un des journaux de seconde importance de Moscou un petit entrefilet de chicanes dirigées contre Barbusse. Cet entrefilet fut intentionnellement à peine visible pour que les émigrés russes antibolcheviks ne remarquent pas la ruse, mais au contraire, qu'ils s'emparent dudit entrefilet, le considérant pour une importante découverte afin de le propager dans le monde entier. Le coup des artistes bolcheviks réussit. En effet, la « Russie opprimée », qui avait habitué ses lecteurs à des faits véridiques, dut leur offrir, l'automne dernier, l'entrefilet sus-mentionné qui devait être ensuite propagé par la presse de la droite. C'est ainsi que Moscou a su employer ses adversaires pour rétablir le prestige de Barbusse ! Et les organes communistes et communisants ont l'ordre formel de ne donner aucun commentaire au « cas » Barbusse pour ne pas le compromettre, lui si habilement « réhabilité » aux yeux des naïfs qui pourront encore être attirés vers Moscou...

\*  
\* \*

La pénétration dans les organisations internationales ayant leurs sièges à Genève paraît être à l'ordre du jour de Moscou. En effet, le *Journal de Genève*, sous le titre : « La propagande bolcheviste à Genève » après l'avoir démontré par une série de faits ajoutait : « Il y a lieu de signaler à la population genevoise la propagande bolcheviste d'une autre personne. Il s'agit de Mme Camille Drevet, collaboratrice permanente de la Ligue des Femmes pour la paix et la liberté. Mme Drevet a commencé il y a quelque temps déjà une ardente campagne pro-soviétique dans l'organe de MM. Dicker et Nicole. On signale du reste de source bien informée que la section d'agitation et de propagande du Komintern a décidé de renforcer son action à Genève à la suite des desiderata exprimés par les membres de la délégation soviétique à la Commission de désarmement. »

Ce n'est pas un effet du hasard que les noms de MM. Dicker et Nicole se trouvent dans le passage que je viens de citer. Ces Messieurs sont, sans aucun doute, les plus importants des principaux agents bolcheviks à Genève. « Quand nous serons à cent, écrivait à ce sujet le *Genevois* du 21 janvier, nous ferons une croix. » Une fois de plus, le *Travail* de

MM. Nicole et Dicker vient de fournir la preuve qu'il est un organe communiste et qu'il n'a de socialiste que son enseigne. (Il est officiellement l'organe du Parti socialiste genevois. Ob.).

C'est à propos de l'affaire Oustric, qu'il découvre à nouveau ses batteries. On sait que, dans ce lamentable marécage, la presse réactionnaire et la presse communiste collaborent pour remuer le plus de boue qu'elles peuvent. Jusqu'ici, toutefois, aucun parlementaire socialiste n'avait pu être éclaboussé. Or, l'autre jour, le journal communiste *l'Humanité*, qui porte en manchette la faucille et le marteau, accusa violemment M. Moutet, député socialiste, d'être compromis dans une affaire de naphte de Bakou. Bien entendu, le *Populaire*, organe du parti socialiste, a défendu M. Moutet en remettant les choses au point : « Intervenu comme avocat et au nom des porteurs de titres, M. Moutet n'a rien fait que de correct et son premier accusateur, M. Mandel, l'a pleinement reconnu. »

Puis le *Genevois* demande : « Là-dessus, que dit M. Nicole dans son journal ? Va-t-il se féliciter de ce qu'un des chefs du socialisme français et international soit blanchi des calomnies publiées par les communistes moscouitaires ? » Il faudrait bien mal connaître M. Nicole pour le croire ! Il prend, au contraire, le parti du journal communiste contre le député socialiste Moutet et il déchire celui-ci à belles dents.

Une fois de plus nous avons ici la preuve que M. Nicole, entre son parti et Moscou, choisit invariablement Moscou.

Il va sans dire que la presse vraiment socialiste en Suisse se garde de suivre M. Nicole dans ses égarements soviétiques.

Ensuite, le *Genevois* cite, à titre d'exemple, la *Sentinelle*, organe du parti socialiste suisse, qui dit exactement le contraire de ce que le *Travail* écrivait sur le même sujet.

La réponse du *Travail* est vraiment stupéfiante par sa crânerie et par son absence de pudeur. Il y continue ses attaques contre le député socialiste français et, visiblement embarrassé, reproche au *Genevois* de l'avoir dévoilé. Cela, d'après M. Nicole, il ne devait pas le faire par la gratitude d'avoir voté le 14 décembre pour le chef radical, M. Moriaud, et parce que ce vote engageait les radicaux à leur tour à soutenir la propagande bolcheviste !

Le *Travail* du 22 janvier écrit en effet : « Le *Genevois* est l'organe du Parti radical dont les membres ont défilé, chapeau bas, devant le local des socialistes genevois et ont acclamé, le 14 décembre, le socialisme tel que le comprend le *Travail*. » Oubliant ce petit détail, le *Genevois* reprend son thème favori suivant lequel les socialistes genevois doivent bien se garder de soutenir leur journal le *Travail* et suivre le comité directeur de leur parti, étant donné que l'un et l'autre sont vendus à Moscou.

Telle est la réponse du *Travail*. Là-dessus, le *Genevois* du 28 janvier réplique dans des termes catégoriques que les radicaux ne s'étaient nullement engagés à soutenir les agents bolcheviks du fait que les socialistes ont voté pour leur candidat. Indigné, le *Genevois* demande : « En décidant de soutenir notre candidat, M. Nicole pensait-il faire une bonne affaire et nous clore le bec sur Moscou ? »

« Espérait-il que nous consentirions enfin à nous taire sur les services que lui, Nicole, et son acolyte Dicker, rendent aux Soviets même contre le socialisme ? »

## LA TCHÉKA A GENÈVE

En réduisant ainsi le *Travail* au silence, le *Genevois* du 4 février révèle en les personnes de MM. Dicker et Nicole les dignes représentants de la Tchéka à Genève sous le titre : « *Le Travail contre la liberté pour la terreur.* »

Voici les passages les plus intéressants : « De l'aveu même du *Travail*, ses deux dictateurs, MM. Nicole et Dicker, viennent de réaliser une importante partie de leur programme : ils ont étouffé la liberté de parole. Ils la réclament pour eux, mais la refusent aux autres. »

Voici dans quelles circonstances ces messieurs ont interdit à Genève une grande manifestation socialiste contre la terreur bolcheviste et fasciste; et cela, avant même que le monde officiel en ait été informé :

Les sections italienne, française et russe des partis socialistes, en vue d'exécuter une récente résolution de leur Internationale, se sont entendues pour organiser à Genève un meeting de protestation contre la terreur bolcheviste et fasciste.

Après avoir obtenu le concours de socialistes éminents qui devaient prendre la parole vendredi dernier, MM. Paul Graber, chef du Parti socialiste suisse et Conseiller national; André Oltramare, ancien Conseiller d'Etat; Louis Hersch, professeur à l'Université; Charles Rosselet, député et président des syndicats ouvriers, auxquels se joignait l'anarchiste bien connu, Louis Bertoni, les dites sections se sont adressées au Groupe genevois du Parti socialiste suisse, à l'Union des syndicats, et au Groupe anarchiste « Réveil », pour leur demander de participer à ce meeting. Tous ces groupes ont répondu affirmativement... sauf un.

Et celui qui a voulu faire bande à part, quel est-il ? Le groupe socialiste genevois, ou plutôt MM. Nicole et Dicker, qui, n'osant rien entreprendre qui puisse déplaire aux tyrans du Kremlin, ont dû répondre, au nom de leur groupe, qu'ils déclinaient toute participation. Bien mieux, ces Messieurs ont menacé verbalement leurs coréligionnaires politiques d'empêcher par tous les moyens l'organisation du meeting projeté.

Etant donné que MM. Dicker et Nicole ont un quotidien à leur disposition, ces menaces ont vivement impressionné les sections socialistes russe, française et italienne. Elles ont pris des résolutions de protestation contre l'attitude de MM. Nicole et Dicker. Il est probable que l'affaire sera portée devant l'Internationale socialiste, afin que celle-ci fasse respecter ses décisions.

Le meeting de protestation contre les persécutions en Russie et en Italie n'a donc pas eu lieu à Genève. Un pouvoir occulte, une censure, une sorte de petit Guépéou s'est constitué en police répressive pour fermer la bouche à MM. Rosselet, Graber, Oltramare, Bertoni et Hersch. Ce pouvoir n'est autre que le duo Dicker-Nicole, défenseur acharné des Soviets, et prêt à les servir jusqu'à protéger le fascisme s'il a partie liée avec Moscou, comme c'est ici le cas.

Nous livrons au public, et aux socialistes notamment, le spectacle de cette discorde, où on voit sans aucun doute possible, les socialistes, syndicalistes et même anarchistes suisses battus par les véritables maîtres du *Travail*, MM. Nicole et Dicker, champions des bolcheviks.

Oui, telle est la réalité : Les véritables agents de la Tchéka qui sont prêts à combattre « par tous les moyens » (voir *Travail* 2-2-31) les socia-



listes suisses, français, russes, anglais, italiens, arméniens et géorgiens (voir *Travail* 6-2-31), et ces gens-là portent toujours l'étiquette socialiste ! Mieux encore, ils appellent l'Internationale Socialiste un « cloaque capitaliste » contre lequel il faut faire « une véritable révolution » (*Travail* 13-131) ! Après cela, il est évident qu'on a à faire aux agents provocateurs de Moscou qui ont l'ordre de rester dans les organisations des adversaires pour pouvoir mieux les détruire.

S'ils agissent ainsi contre les socialistes, il va sans dire que les bourgeois ne doivent pas vivre et que contre eux, à plus forte raison, tous les moyens sont bons.

\*  
\*\*

### LE SERMENT INUTILE

On se souvient que, les intrigues bolchevistes s'étant heurtées en Europe à la résistance des représentants des peuples subjugués par les Soviets, les agents de Moscou ont choisi M. Chavichvily, représentant du Gouvernement national géorgien à Genève, pour le calomnier, le considérant probablement comme le plus isolé, et pour porter ainsi un coup à la cause des nations opprimées. M. Chavichvily a réagi contre les calomnies en traduisant un des principaux agents soviétiques, M. L. Nicole, devant le Tribunal genevois, il y a de cela trois ans. Par le verdict préparatoire du 9 janvier 1929, le Tribunal a reconnu la culpabilité de M. Nicole et le *Travail* a ordonné une enquête pour établir la gravité du délit. Plusieurs audiences d'enquêtes ont eu lieu où plus d'une dizaine de personnalités éminentes, suisses ou étrangères et appartenant à tous les milieux, ont déposé en faveur de M. Chavichvily, affirmant à l'unanimité que la probité, la haute tenue, le désintéressement et l'idéalisme de ce dernier étaient au-dessus de tout soupçon.

Pendant ce temps, M. Nicole n'a pas pu trouver un seul témoin parmi les honnêtes gens et il est allé les chercher parmi ses semblables — les agents avérés du Komintern — tels que MM. Barbusse, Ch. Rappoport, Tchlenoff, etc. M. Robert Grim, de Berne, et M. Burklin, de Genève, tous deux socialistes et ce dernier, ami intime même de M. Nicole, furent cités par celui-ci, mais aucun d'eux ne voulant dire des mensonges et la vérité étant néfaste pour M. Nicole, ils ne sont pas venus à l'audience du 20 octobre. Un seul témoin ouvrier, M. Dufaux, qui s'est présenté à cette audience, n'a dit que quelques banales vérités qui n'avaient du reste rien à faire avec le procès.

L'audience suivante fut fixée pour le 6 décembre et pour obtenir le renvoi de l'affaire, M<sup>e</sup> Dicker, avocat de M. Nicole, a recouru à la ruse suivante : comme il y avait question d'arbitrage socialiste dans cette même affaire, — arbitrage accepté par M. Chavichvily mais saboté par M. Nicole tout en se servant dans le but de manœuvres — M<sup>e</sup> Dicker a écrit, le 1<sup>er</sup> décembre, à M<sup>e</sup> Cartier, que son client (Nicole) était prêt à accepter les conditions d'arbitrage de M. Chavichvily. « Il faudra donc actuellement, écrivait M<sup>e</sup> Dicker, préparer le compromis d'arbitrage et, en attendant que ce compromis soit signé, faire renvoyer les enquêtes dans l'affaire sus-indiquée qui viennent samedi prochain. » Et ayant ainsi obtenu le consentement du renvoi de l'audience, M<sup>e</sup> Dicker écrivit, le 6 décembre, à M<sup>e</sup> Cartier, qu'il était impossible à M. Nicole d'accepter l'arbitrage parce



qu'il ne trouvait pas ses arbitres parmi les socialistes : « *Il ne saurait pas où les chercher* » écrivait-il.

Maintenant, M. Nicole ne se gêne pas d'écrire dans le *Travail* du 24 février que, grossièreté et injures à part, l'échec de l'arbitrage était dû à M. Chavichvily !

A l'audience du 23 février 1931, M. Nicole a amené comme témoins ses subalternes de la rédaction du *Travail* et du service de Moscou : MM. Isaak et Ehrler. Et, chose incroyable, ces gens qui mènent une propagande anti-religieuse de « Sans-Dieu », ont prêté serment déclarant devant Dieu de dire la vérité et cela pour ne dire que des mensonges. Ils ont parlé de choses dont ils n'avaient pas la moindre connaissance et ils ont dissimulé ce qu'ils connaissaient bien. Il est vrai qu'ils n'ont pu apporter aucun fait, mais de vagues affirmations, des insinuations puisées dans l'arsenal de la Tchéka, concernant les pétroles du Caucase, les capitalistes internationaux et le Gouvernement Géorgien en exil. Donc... C'est à ce propos que s'applique l'adage : « Quand la bonne foi existe, la parole suffit; quand elle n'existe pas, le serment est inutile. »

M. Burklin, quoique cité une deuxième fois par la partie adverse, cette fois encore, n'est pas venu, de même M. Robert Grimm qui ne voulait pas, sans doute, se compromettre non plus.

M<sup>e</sup> Cartier, défenseur de M. Chavichvily, trouvant abondantes les preuves apportées en faveur de son client, n'a cité cette fois qu'un seul témoin, M. Loubarsky, secrétaire du groupe social-démocrate russe, dont le prestige et les faits présentés par lui pèseront certainement sur le procès d'une façon décisive. Toutefois, il est entendu qu'il ne s'agit pas pour le Tribunal de la question de savoir si M. Chavichvily est un socialiste ou non. Voici du reste le compte rendu analytique des dépositions de cet important témoin : M. Loubarsky déclare « que le Bureau de presse géorgien fournit à tous les journaux, sans distinction de parti, les mêmes renseignements sur la situation de la Géorgie, ce qui résulte du but même poursuivi par ce bureau. Le témoin a en outre constaté que les mêmes renseignements paraissaient dans de nombreux journaux. M. Loubarsky explique que le Bureau de presse géorgien dépend directement du gouvernement national en résidence à Paris. Quant à M. Chavichvily, c'est un patriote qui se consacre à la cause de son pays avec le plus grand dévouement et avec un désintéressement absolu.

Au sujet du gouvernement national géorgien, le témoin rend hommage avec émotion aux hommes qui le composent et dont le patriotisme, l'idéalisme et l'intégrité sont indiscutables; c'est donc pure calomnie que de les suspecter d'être à la solde de gouvernements étrangers ou de groupes capitalistes. Enfin, M. Loubarsky pense qu'on ne peut pas reprocher à un vrai socialiste de collaborer à un journal bourgeois quand il y défend une cause comme celle de la Géorgie, ceci surtout quand il n'a pas de journal socialiste à sa disposition. Trotzky lui-même a publié un article dans le *Manchester Guardian*. Carl Marx a également écrit dans des journaux bourgeois, et il y a de nombreux autres exemples. En donnant des renseignements sur la Géorgie au *Journal de Genève*, alors que le *Travail* refusait de les publier, M. Chavichvily a agi de la façon la plus correcte et il est certainement en plein accord avec son gouvernement et avec le parti socialiste géorgien. »

Les hauts dignitaires de la III<sup>e</sup> Internationale, MM. Barbusse et Charles



Rappoport, ainsi que l'avocat Tchlenoff, conseiller de l'Ambassade soviétique à Paris, n'ont pas osé cette fois non plus comparaître devant le Tribunal. M<sup>e</sup> Dicker, dans un communiqué à la presse, prétend que leurs « précieuses » dépositions seront recueillies par la commission rogatoire.

L'enquête est virtuellement close.

*Observateur.*

---

## CHRONIQUE

---

### LETTRE DE BAKOU

---

*On nous écrit de Bakou :*

La période d'hiver a suspendu de part et d'autre toute activité défensive; toutefois, dans la région de Gandja, les partisans de Sari Kafar manifestent quelque activité. Le détachement de Sari Kafar, qui compte une centaine de fusils, attaque les organisations des jeunesses communistes et les dirigeants communistes dans les campagnes; toute une série de dirigeants dans les collectives agricoles (Kolkhoz) ont été tués. Un autre groupe de partisans, sous le commandement de Molla Ahmed, ancien membre du Parlement azerbaïdjanien, opère dans cette même région de Gandja. Les forces envoyées par les bolcheviks n'ont pu avoir raison de ces insurgés. Des soldats russes, tombés dans les mains de Malla Ahmed, ont été remis en liberté. La résistance opposée à la collectivisation, grâce à l'appui des insurgés, a singulièrement compliqué le travail des bolcheviks. Dans la région de Samoukh le groupement Mamed Kassoum et Assad Koh, qui comptent à eux deux 800 fusils, ont repris leur hostilité. Au début de janvier, ils ont attaqué des forces rouges à la station d'Evlakh, leur infligeant des pertes fort sensibles.

Pendant deux jours, la ligne de chemin de fer a été coupée et la circulation des trains entre Bakou et Tiflis a été interrompue.

Des escarmouches ont également eu lieu dans la région montagneuse du district de Gandja. Des détachements d'insurgés venus du Daghestan et de Géorgie sont venus appuyer les partisans de Gandja. Les détachements de l'armée rouge ont dû se replier et, pendant plusieurs jours, la voie ferrée entre Akstafa et Gandja était sous la menace des insurgés. Des trains blindés ont été envoyés pour garder la ligne et de nombreux villages avoisinant la voie ferrée ont été éprouvés par le feu des bolcheviks. Le 21 janvier, les insurgés géorgiens endommageaient à leur tour le pipe-line.

Au lieu dit Karaïaz, les insurgés géorgiens ont attaqué une coopérative; ils ont pillé les magasins après avoir massacré le gérant, ont emporté 300 paires de chaussures et de l'approvisionnement. Le détachement rouge chargé de la garde des magasins est resté inactif pendant ce coup de main.

L'on s'attend à une reprise des hostilités à la venue du printemps.

La crise alimentaire s'aggrave de jour en jour en Transcaucasie. Parmi les réfugiés du Caucase, récemment arrivés en Perse, se trouvent quelques

communistes persans qui ont fui de leurs postes en raison de la pénurie des vivres qui se fait sentir.

Les difficultés financières se font également sentir et nombreux sont les fonctionnaires soviétiques qui, depuis deux mois, n'ont pas été payés. C'est en raison de cette crise qu'on a procédé à la compression du personnel dans les administrations.

La situation troublée au Caucase et l'attente d'un renouveau d'activité des insurgés au printemps inquiètent les bolcheviks. En prévision de ces difficultés, Moscou a envoyé en Transcaucasie un certain Kirby investi de pouvoirs extraordinaires. Des mesures exceptionnelles sont envisagées.

A. G.

\*  
\*\*

## AZERBAIDJAN

### *Le choléra*

Dans la partie méridionale de l'Azerbaïdjan, notamment dans la région de Karabagh, Nakhitchevan, Ordoubat, Djoulfa, le choléra sévit avec intensité. Selon une dépêche de l'agence d'Anatolie, le Gouvernement turc a fermé la frontière sur plusieurs points, afin d'empêcher la pénétration du choléra en Turquie. L'épidémie a éclaté par suite de la famine et des conditions anti-hygiéniques locales. Jusqu'à ce jour, aucune mesure n'a été prise par le Gouvernement soviétique pour lutter contre l'épidémie; il a seulement établi un cordon sanitaire gardant les habitants en quarantaine.

\*  
\*\*

### *L'activité des insurgés*

Le journal *Bilderich* annonce l'envoi, de Léninakan (Alexandropol), de détachements de l'armée rouge dans les districts de Gandja, Karabagh et Kazakh. Ce déplacement de troupes s'explique du fait d'engagements qui ont eu lieu dans ces régions entre les insurgés et l'armée rouge.

\*  
\*\*

### *Arrestations à Chemakha*

Dans la ville de Chemakhâ, le Gouvernement soviétique a découvert une organisation militaire clandestine. Selon les journaux soviétiques, cette organisation avait en vue d'établir une liaison avec les insurgés et de les prendre sous sa sauvegarde.

\*  
\*\*

### *L'exportation du naphte*

D'après la *Zaria Vostoka* numéro 35 de janvier 1931, il a été expédié de Bakou à Batoum, 16.627 wagons-citernes de naphte. La direction du naphte d'Azerbaïdjan avait envisagé l'envoi à Batoum de 810 wagons-citernes de naphte par jour. En réalité, elle n'a pu en expédier que 560 au maximum.

### *La fuite des cheminots*

Le numéro 35 du journal de Tiflis, *Zaria Vostoka*, publie un communiqué de Bakou annonçant que de nombreux employés de chemin de fer en Azerbaïdjan abandonnent leurs postes sans autre forme de procès. La direction des chemins de fer a pu constater jusqu'à ce jour la fuite de vingt-sept ingénieurs, trente-cinq machinistes, dix-sept aides-machinistes et de cinquante-trois chefs d'équipe. Cette désertion s'explique du fait de la situation matérielle peu enviable qui leur est faite et de la pénurie des produits alimentaires dont ils ont à se plaindre.

\*  
\*\*

### *Epuration politique*

Le journal *Bilderich* signale que le Gouvernement soviétique continue sa politique d'« épuration » en Azerbaïdjan. Cette politique consiste à déporter en Russie centrale et en Sibérie les intellectuels azerbaïdjanais ne s'étant pas adaptés aux idées du communisme. Cette politique fait tout spécialement sentir ses effets dans les écoles où, de ce fait, beaucoup d'entre elles sont restées sans personnel enseignant.

\*  
\*\*

### *Dans l'industrie du naphte*

L'organe *Zaria Vostoka*, numéro 51, annonce qu'en raison du manque de ciment et de tuyaux de sondage, le travail a dû être suspendu dans de nombreux établissements. Selon cet organe, le bureau de l'Azneft a dû envoyer hâtivement une dépêche à Moscou afin d'expédier rapidement le ciment nécessaire. Une partie du ciment envoyé par Moscou s'est égarée en route. Le chiffre des tuyaux qui manquent atteint une longueur de 55.000 mètres. Les usines de la Russie centrale ont reçu l'ordre de préparer au plus tôt les tuyaux demandés.

D'autre part, le journal *Kommounist*, de Bakou, signale l'interview accordé à l'un de ses correspondants par le Président de l'Azneft, M. Barinov. Ce dernier a déclaré que la production du naphte, au cours de cette année, doit être supérieure de 2.000 tonnes à celle qu'on obtient ordinairement. L'Azerbaïdjan à lui seul fournira 1.260.000 tonnes, ce qui laisse supposer que le programme de production du naphte en Azerbaïdjan établi par le Gouvernement soviétique doit atteindre 15.327.000 tonnes.

\* \* \*  
\* \*

### *La mort de l'ancien Président du Conseil des ministres de la République d'Azerbaïdjan*

D'après des informations reçues, l'ancien Président du Conseil des ministres de la République d'Azerbaïdjan, Mamet Hassan Gadjinski, est mort subitement à la Tchéka. Le défunt occupait un poste de premier plan dans le Conseil économique de la République de Transcaucasie et de fait, il dirigeait toute la vie économique du pays. M. Gadjinski avait été arrêté par la Tchéka sous l'accusation de se livrer au sabotage.

## CHRONIQUE NORD-CAUCASIENNE

Les journaux du Caucase du Nord annoncent qu'à Rostov s'est ouvert un Congrès consacré aux questions de la collectivisation intégrale du pays. Plus d'un millier de délégués assistaient à ce Congrès. De nombreux orateurs signalèrent les énormes difficultés que présentait le plan de collectivisation dans les régions autonomes, parmi lesquelles il convient de citer : les conditions tribales, la force de l'adat parmi les Montagnards, l'influence du clergé, la croissance du nationalisme local et le développement du mouvement insurrectionnel.

\*  
\*\*

De Vladicaucase, on annonce que sur tout le territoire de la République des Montagnards du Caucase, des troubles graves se sont produits du fait de la propagande bolcheviste contre le jeûne musulman (ouraza). Dans nombre de villages allogènes, des meetings anti-religieux ont été troublés et des activistes athées ont été l'objet de violences. Dans la seule région de la Tchetchnie, six agitateurs anti-religieux russes ont été tués ainsi que deux tchetchènes jeunes communistes. Les autorités locales ont donné l'ordre de suspendre toute agitation par crainte de complications sérieuses au moment des élections aux soviets.

\*  
\*\*

Les journaux de Grozno signalent le fait suivant :

Les représentants de la section régionale et provinciale du commissariat des Finances étant venus dans le village d'Aguichti, en Tchetchnie (République des Montagnards), ont organisé une conférence sur l'opportunité d'une collective au profit des besoins culturels et économiques.

Le secrétaire des jeunesses communistes locales, Abdourzakov, déclara qu'il était opposé à cette collecte de vol, et pour bien marquer son hostilité à ce projet il quitta la salle avec d'autres membres des jeunesses communistes. Lorsque, peu après, s'ouvrit une nouvelle conférence sans la participation des jeunesses communistes, Abdourzakov s'introduit dans la salle et, à l'aide desdites jeunesses, en expulsa les « financiers » qui s'en retournèrent les mains vides.

\*  
\*\*

De Makhatch-Kala (Petrovsk), on informe que de graves désordres ont éclaté parmi la population du Daghestan montagnoux. Ces désordres ont eu pour cause l'annonce du projet de transfert de six cents économies rurales de cette région dans la plaine de Khassav-Yourt. Les Montagnards ont toute raison de croire qu'ils seront installés dans la plaine à la belle étoile, sans que rien n'ait été préparé. De plus, ils craignent également qu'ils ne soient tenus de s'organiser en kolkhoz (collectives agricoles) et ne deviennent de simples « batrakis », autrement dit, ne soient entièrement ruinés.

\*  
\*\*

Les journaux du Caucase du Nord jettent un cri d'alarme en raison de la situation catastrophique de l'industrie du naphte de la « Groznapht ». La production, par rapport au plan établi, a baissé de 60 %; les sondages, de 45 %; l'organisation du transport du naphte et sous-produits, de 30 %. Le bureau du parti des collectives de l'industrie du naphte de Grozno a été dissous pour la raison qu'il n'a pas suffisamment montré d'activité dans la question du renforcement du rendement des travailleurs du naphte.

Les journaux de Rostov annoncent que 16 millions de roubles ont été investis en 1930 dans l'industrie du naphte du Caucase du Nord, 110 millions ont été investis dans l'organisation des collectives agricoles et dans l'économie rurale, et 27 millions dans l'électrification du pays. Dans aucun de ces domaines l'on n'a pu constater une justification de pareilles dépenses.

\*  
\* \*

Les journaux du Daghestan donnent quelques détails sur les troubles qui ont éclaté dans les régions montagneuses de cette partie de la République des Montagnards du Caucase. Il paraîtrait que, dans le but de propager le développement de l'élevage de la race porcine, les autorités soviétiques ont fait préparer des affiches où figurent des pores. Ces affiches ayant été envoyées dans les lointains villages du Daghestan furent collées sur les murs des maisons par ordre des soviets ruraux. La population (musulmane), indignée, déchira les affiches. Des conflits s'élevèrent entre la population et les autorités; les locaux des soviets ruraux furent bientôt assiégés par la foule et huit d'entre eux furent saccagés. Au cours de ces événements, quatre membres de soviets ruraux furent tués et six grièvement blessés. Pour rétablir l'ordre, des troupes ont dû être envoyées sur les lieux.

\* \*  
\* \*

De Vladicaucase, on nous apprend que dans la nuit du 6 février dernier, un groupe d'insurgés montagnards, faisant brusquement irruption dans le village ossète d'Alaghir, prit d'assaut un immeuble dans lequel se trouvaient douze membres d'une brigade de choc pour l'organisation des collectives agricoles et sept agents chargés des achats de viande. Ayant désarmé ces agents soviétiques, les insurgés se retirèrent emmenant lesdits agents. A la sortie du village, une lutte s'engagea au cours de laquelle cinq agents soviétiques furent tués. Les insurgés regagnèrent la montagne sans avoir été autrement inquiétés.

\*  
\* \*

Le communiqué suivant reçu de Vladicaucase, lequel relate un incident survenu à une réunion d'étudiants de l'Institut polytechnique de cette ville, montre l'état d'esprit de ces étudiants :

Tandis qu'on lisait un discours prononcé par Staline à la Conférence pan-unioniste des travailleurs de l'industrie, dans lequel il est dit notamment : « Il nous faut un pouvoir capable de faire exploiter nos richesses naturelles au profit du peuple. Ce pouvoir, je vous le demande, existe-t-il ?... », le rapporteur avait à peine prononcé ces paroles et la réponse affirmative de Staline, que l'un des groupes se mit à crier : « Non, pas encore, malheureusement non !... ». La réunion dut prendre fin en raison du bruit. Une enquête est ouverte.

\*  
\* \*

Un communiqué de Grozno annonce que l'activiste Soulaev, qui s'était fait remarquer par son zèle dans l'organisation des collectives agricoles et par ses dénonciations de « koulaks », a été tué d'un coup de mousqueton dans le village de Alkhan-Yourt, en Tchetchnie. Le meurtrier, Ali Hadji Guelmanov, qui se cachait parmi la population, a été livré aux autorités soviétiques par des parents de la victime, agents de la police des recherches.

Les journaux du Caucase du Nord accordent une large place à la situation politique créée dans les écoles supérieures, où les étudiants se livrent à des attaques contre la politique du parti. Les étudiants demandent : de renoncer à l'idée d'une révolution mondiale tant que la vie à l'intérieur du pays n'est pas encore régularisée, renoncer à l'application de la collectivisation forcée, revenir à la petite industrie, etc. Cet état d'esprit a suggéré le besoin de procéder à une épuration hâtive des établissements d'enseignement supérieur.

\*  
\*\*

De Makhatch-Kala (Petrovsk), on annonce que le commissaire adjoint à l'Instruction publique, Bagabov, et le directeur des services de la Prévoyance sociale, Ataev, ont été relevés de leurs fonctions pour déviation de la ligne du parti et sous l'accusation de nationalisme bourgeois.

\*  
\*\*

Le journal de Vladicaucase attire l'attention des autorités et de l'opinion publique sur le nombre d'activistes tués au cours de la campagne électorale. Parmi ces activistes, on signale quelques femmes, les nommées Tsetchoueva Lisa et Ozdoeva Hadijat. Ledit journal craint que la campagne électorale ne soit sabotée ou que l'appareil local du parti ne tombe dans les mains d'éléments anti-soviétiques et nationalistes.

\*  
\*\*

Le journal du Caucase du Nord signale que le typhus exanthématique ravage le pays. Dans la seule ville de Rostov, journallement, le nombre de nouveaux malades s'élève à cent cinquante personnes. La cause principale de l'épidémie est attribuée à la situation anti-hygiénique des habitations et des lieux publics.

\*  
\*\*

Les journaux du Daghestan annoncent que, par suite des pluies continuelles dans la région de Chamyl-Kala (anc. Petrovsk, République des Montagnards), les eaux ont causé des dégâts considérables. Près de six cents habitations ont été envahies par les eaux, de nombreuses maisons se sont effondrées, six cents personnes sont sans abri. D'autre part, la force du vent a été telle que les navires ont dû cesser toute communication avec le port de Chamyl-Kala.

\*  
\*\*

Le journal de Kabardie signale que la lutte entre les éléments anti-soviétiques et le pouvoir soviétique s'est particulièrement aggravée à la fin de 1930 dans la province Kabardino-Balkare (République des Montagnards du Caucase). Au cours des engagements, de nombreux travailleurs soviétiques et des agents du Guépéou ont péri. Parmi ces derniers, on cite les nommés Netchessov et Moukhine, tués par les nationalistes.

\*  
\*\*

Le journal de Vladicaucase annonce que dans le village de Akki-Yourt, en Ingouchétie (République des Montagnards), la présidente du soviet rural a été tuée d'un coup de feu tiré par la fenêtre de sa chambre une heure après le compte rendu de la campagne électorale. Dans le village de Sourkhokhi, les éléments anti-soviétiques ont également tué une activiste locale dans les kolkhoz.



Des meurtres politiques sont encore signalés dans plusieurs villages de la Tchetchnie, à Atchkiti, Sadoï, Znikale, Elistanji, etc. A en juger par les journaux locaux, la campagne des élections aux soviets sur le territoire de la République des Montagnards a été extrêmement agitée.

\*  
\* \*

Le journal du Caucase du Nord annonce qu'au cours de la conférence régionale du parti sur la question de la presse nationale, des déclarations anti-soviétiques et d'ordre essentiellement nationaliste ont eu lieu. Comme suite, le Comité régional nord-caucasien a ordonné de procéder à l'épuration des collaborateurs des journaux nationaux. Le journal estime que cette tendance nationaliste-bourgeoise est un facteur alarmant, susceptible de discréditer définitivement l'autorité du pouvoir soviétique dans les unités nationales.

\*  
\* \*

Le journal de Vladicaucase annonce qu'en raison des complications survenues dans la question de la collectivisation et de l'achat des céréales dans les régions nationales du Caucase du Nord, et aussi du fait du développement incessant du mouvement insurrectionnel parmi les Montagnards, une réunion très agitée a eu lieu au Comité régional nord-caucasien. Le groupe qui exigeait une modification et un adoucissement de la politique du parti dans les territoires allogènes, a obtenu gain de cause. La résolution prise à l'issue des débats dit qu'une modification doit être apportée par le parti aux instructions données en ce qui concerne les territoires allogènes dits nationaux.

\*  
\* \*

De Chamyl-Kala (anc. Petrovsk), République des Montagnards du Caucase, on informe que, ces derniers temps, le détachement d'insurgés de Younous-Ogly, qui comptait en décembre dernier jusqu'à huit cents hommes, a jeté la panique parmi les autorités soviétiques locales sur le territoire du Daghestan. Tout en confirmant cette nouvelle, le journal du Daghestan estime que la cause principale de l'échec des achats de céréales et de bétail est le redoublement de l'activité des insurgés.

Pour le seul mois de décembre, soixante-dix travailleurs locaux du parti ont été exclus du parti ou révoqués de leurs postes pour avoir refusé de se rendre sur les lieux où une enquête était nécessaire. Lesdits travailleurs soviétiques et du parti ont motivé leur refus en raison de l'agitation qui regne parmi la population entièrement sous l'influence des chefs des insurgés.

\*  
\* \*

Les journaux du Daghestan annoncent qu'en raison du manque absolu de personnel vétérinaire au Daghestan (République des Montagnards du Caucase), 80.000 têtes de bétail ont péri à la suite d'épidémies de tout ordre.

## UKRAINE

*La session de l'Union Internationale des Associations pour la S.D.N. à Bruxelles*

Sous la présidence de lord Dickinson, la Commission des minorités a abordé le 15 février, le problème des minorités ukrainiennes en Pologne. Les délégués ukrainiens, MM. R. Smal-Stocki et A. Choulguine, ont posé la question. Après les



explications fournies par la délégation polonaise et l'intervention de Mme Bakker (Hollande) et de M. Bovet (Suisse), une résolution invitant les Polonais à s'entendre avec la minorité ukrainienne a été adoptée. Tous les délégués ont souligné l'importance de ces débats qui furent menés sur un ton très élevé, encore que parfaitement correct de part et d'autre. Une Commission d'études a été nommée concernant cette question. Elle est composée de Mme Bakker van Bosse (Hollande), MM. Stronski (Pologne) et Choulguine (Ukraine).

C'est également à Bruxelles que siègea, sous la présidence de S. E. M. Giannini (Italie), le Comité de l'Est européen récemment formé. M. Choulguine y a lu un rapport de M. Sadovski sur le dumping soviétique. Le Comité a décidé de présenter à l'Assemblée de l'Union (qui aura lieu au mois de mai à Budapest) une résolution concernant la protestation contre le travail forcé.

\*  
\* \*

*Les Soviets locaux de l'Ukraine  
se révoltent contre les ordres du pouvoir soviétique central*

Les Comités ruraux de quatorze localités de l'Ukraine, ayant refusé de livrer leur blé à Moscou, ont été dissous par le Gouvernement soviétique. Les présidents des dits Comités ainsi que dix-sept membres, accusés de sabotage, ont été arrêtés par le Guépéou.

\*  
\* \*

*Une nouvelle institution militaire  
vient d'être fondée par les bolcheviks en Ukraine soviétique*

On nous communique de Kharkiv qu'un congrès de volontaires pour le bolchevisme, assisté solennellement des membres du Gouvernement, vient d'avoir lieu dans cette ville. Le congrès a créé une nouvelle institution militaire : « L'Union des Insurgés rouges ». Le nombre de ses membres atteindrait cent mille. Ils seront tous armés, afin de pouvoir défendre, en cas de nécessité, les institutions soviétiques contre les paysans insurgés. Les membres de cette Union, jouissant de divers privilèges, formeraient une classe spéciale au service des Soviets.

\*  
\* \*

*Quels sont les résultats des élections aux soviets en Ukraine soviétique*

Malgré toutes les repréailles dont usèrent les autorités afin d'influencer les élections, les résultats ont été absolument inattendus pour le Gouvernement. Les communistes n'ont conservé que 5 % des sièges sur les 50 % qu'ils avaient auparavant. 85 % des nouveaux élus sont « des sans-parti », c'est-à-dire effectivement anticommunistes. La presse soviétique a commencé une campagne acharnée contre les nouveaux soviets invitant à dissoudre les plus « suspects ». Plusieurs de ces soviets ont inauguré leur activité par une donation en faveur des églises. Ainsi, le soviét du village de Kolonka (Gouvernement de Kherson) a voté 100 roubles pour la construction d'une église.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

Louis COQUET, *Les Héritiers de la Toison d'or* (Maisonneuve Frères, édit.).

Ouvrage plein de vie et de flamme, et du plus palpitant intérêt.

Il n'en pouvait être autrement, car le sort de la Géorgie qui se débat dans les griffes de l'impérialisme soviétique reste toujours une plaie sai-



gnante dans la conscience universelle. Si l'on jette un regard sur le passé de ce petit peuple et sur la lutte qu'il a toujours soutenue, au cours des siècles, pour la défense de sa liberté, on a peine à se défendre d'une profonde indignation à l'égard des dictateurs moscovites qui, sans vergogne, se ruèrent sur ce malheureux pays. C'est sous l'avalanche des hordes moscovites que fut ensevelie la liberté géorgienne.

Dans un raccourci saisissant M. Coquet évoque ce glorieux passé, depuis la première manifestation de la vie politique de la Géorgie, éclos sous le rayonnement de la civilisation gréco-latine, jusqu'à nos jours. Il met ainsi en relief l'évolution d'un peuple, tout imprégné d'esprit européen et d'idéalisme chrétien, mais, hélas ! souvent interrompue, arrêtée même par des invasions étrangères : invasions arabe, persane, mongole et russe. Sous la plume alerte et sûre de M. Coquet se déroulent des images chères aux Géorgiens de la Sainte Nina, du roi David le Constructeur, de la reine Tamar, du roi Vaghtang le Législateur, du poète Roustaveli et de tant d'autres personnages qui remplissent par l'éclat de leurs noms toute cette longue histoire créant à travers les siècles cette conscience d'indéfectible unité de la nation géorgienne. Cette unité s'est toujours affirmée, dans les périodes les plus critiques même; mais éloignée de l'Europe, épuisée par suite de luttes incessantes, la Géorgie dut enfin se tourner vers la Russie.

Elle croyait ainsi pouvoir sortir de l'impasse où elle se voyait acculée par la marche des événements de l'Asie Mineure. Cette décision lui fut tragique : la Russie l'annexa (1801) purement et simplement en violation flagrante du traité dûment conclu, traité qui garantissait à la Géorgie l'intégrité de son territoire et son indépendance politique. Pendant plus d'un siècle la Géorgie eut à souffrir de la domination russe. La grande guerre secoua l'impérialisme russe et la révolution la mit en pièces. La Géorgie recouvra aussitôt ses droits imprescriptibles et renoua le fil de son évolution normale.

Parmi les pages les plus intéressantes il convient de citer celles qui sont consacrées à l'activité créatrice du peuple géorgien qui, en peu de temps, sut s'engager résolument dans la voie tracée par la démocratie européenne et poursuivre sans défaillance l'idéal d'une vie laborieuse dans la paix et la dignité humaine. C'est sous la lumière de cet idéal que l'invasion soviétique revêt un caractère odieux et criminel. Cette invasion du reste devait déchaîner dans le monde une réprobation unanime et une indignation qui va toujours croissant.

M. Coquet donne un tableau saisissant de la répercussion que l'occupation du territoire géorgien par l'armée rouge a eue en France, en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, et finalement à Genève où, dans une séance de la S.D.N., le crime fut stigmatisé comme il le méritait.

On ne peut lire ces pages sans être saisi d'une profonde émotion.

M. Coquet conclut à la nécessité d'un Etat confédéré du Caucase, seul moyen susceptible de barrer la route à l'agression russe dans l'avenir et de sauvegarder la liberté de tous ces « Héritiers de la Toison d'or ».

On lira avec plaisir et profit ce beau livre de M. Coquet.

G.

---

Le Gérant : P. GIRAULT

---

Saint-Cloud. — Imp. GIRAULT, 3, place de l'Eglise

# Librairie Orientale et Américaine

Fondée en 1835

COMMISSION

EXPORTATION

JEAN MAISONNEUVE ❄️❄️

## MAISONNEUVE Frères, Successeurs

Libraires-Éditeurs

**3, Rue du Sabot, PARIS (6<sup>e</sup>)** France

R. C. Seine 214.190 B. — Compte Chèques Postaux 423-73, Paris

Ouvrages relatifs à la Linguistique, l'Archéologie, l'Histoire, l'Éthnographie, etc.  
de l'Europe, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie

*Grammaires, Dictionnaires, Chrestomathies*  
*et Guides de conversation en toutes langues*

Les littératures populaires de toutes les Nations, traditions, légendes,  
superstitions, contes, chansons, etc.

Bibliothèque orientale — Bibliothèque linguistique américaine  
Bibliothèque ethnographique, etc.

### BIBLIOGRAPHIE — THÉOLOGIE

Revue de linguistique et de Philologie Comparée, fondée en 1868  
Revue l'Éthnographie

*Grand choix de livres rares et curieux, Reliures anciennes, Livres à figures*  
CATALOGUE ENVOYÉ SUR DEMANDE

### ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES

---

## “ LE TRIDENT ”

*Première Revue hebdomadaire Ukrainienne en France*  
fondée en 1925 à Paris

### RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

42, Rue Denfert-Rochereau, PARIS V<sup>me</sup>

### Prix de l'abonnement en France :

Un an : **80** fr. — Six mois : **40** fr. — Trois mois : **20** fr.  
Un mois : **8** fr. — Au Numéro : **2** fr.

---

## Librairie “ LE TRIDENT ”

Grand choix de livres sur l'Ukraine, en langues ukrainienne et française. Cartes postales, portraits, dictionnaires. Toutes les éditions ukrainiennes de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslovaquie, du Canada, du Brésil, des États-Unis, d'Allemagne, de Mandchourie, etc...

E5114E  
1931